

La revue catholique des idées et des faits

SOMMAIRE

Alexandre I^{er}, mon compagnon d'armes
 Histoire du dogme catholique
 Le chevalier d'Eon
 En quelques lignes...
 L'Impératrice
 Le mystère de la Sarre
 Michel-Ange et son temps

Maréchal FRANCHET d'ESPEREY
 René DRAGUET
 Omer ENGLEBERT
 * * *
 E.-A. RHEINHARDT
 E.-N. DZELEPY
 Herman GRIMM

Alexandre I^{er} mon compagnon d'armes⁽¹⁾

Lorsque, dans la soirée du 9 octobre, le bruit se répandit dans Paris de l'atroce attentat de Marseille, un frisson d'horreur, de douleur, et — pourquoi ne pas le dire? — de honte parcourut le peuple français. Celui qui tombait ainsi, à l'instant même où il débarquait sur notre sol, était pour la France entière un objet d'admiration fervente et de respectueuse affection. Tous savaient son amitié pour nous, les éclatants exploits de sa jeunesse guerrière, et son œuvre glorieuse dans la paix; tous sentaient qu'avec Alexandre s'éroulait une des plus solides colonnes de l'édifice laborieusement construit par les traités, et qu'en frappant avec lui le ministre français des Affaires étrangères, le meurtrier trahissait la main qui l'avait armé. La douleur et l'inquiétude se partageaient les âmes françaises.

Mais dans cette universelle tristesse, un groupe d'hommes s'est trouvé vraiment frappé au cœur. Pour les anciens combattants de l'armée d'Orient le roi Alexandre n'était pas seulement le souverain respecté d'un peuple ami: c'était le camarade de combat, le soldat qu'ils avaient vu, dans sa longue capote grise, visiter les tranchées boueuses, braver les bombardements, vivre la vie de la troupe loin des métropoles bruyantes et pourries. Ce chef d'une armée sans terre, ils l'avaient vu débarquer à Salonique, reconquérir à Monastir les premiers lambeaux de sa patrie, et enfin, précédé du tonnerre des canons de chez nous, rompre les lignes bulgares et triomphalement rentrer dans sa capitale. Et comme ils savaient que l'aide de la France, l'aide apportée par eux-mêmes à la Serbie, leur sang versé, leurs quotidiennes souffrances avaient été à la base de ce triomphe, c'est comme une tendresse maternelle qui se mêlait inconsciemment chez eux au respect dévoué dont ils entouraient le roi.

Souverain d'une âme élevée, Alexandre rendait en reconnaissance aux soldats de l'armée d'Orient ce qu'il recevait d'eux en admiration. « Le danger passé, on se moque du saint » n'est pas un proverbe serbe. Le grand disparu n'oubliait pas que son armée avait dû, en 1916, la vie à la France; il n'oubliait pas que sans l'appui des armes françaises, ses troupes, grandes par la valeur, mais trop réduites en nombre, n'auraient pu suffire à arracher la victoire. Il ne l'oubliait pas et il aimait à le dire, comme à manifester sous

la forme la plus touchante aux anciens ouvriers de la libération la reconnaissance dont son cœur généreux était plein.

Aussi, moi qui l'ai connu aux heures des décisions angoissantes, qui ai été le témoin de sa victoire et qui ne compte plus les marques de bienveillance qu'il m'a prodiguées, ai-je tenu à honneur de retracer devant vous la vie de ce grand souverain, dont le souvenir demeurera dans l'histoire des peuples comme la plus haute image du patriote, du soldat et du roi.

* * *

Il était de pure race serbe. Son père, ce roi Pierre que sa magnifique attitude en 1870 avait rendu si populaire en France, était le petit-fils de Georges le Noir, l'héroïque paysan de la Choumadia qui en 1804 avait soulevé la Serbie et conquis de haute lutte Belgrade sur les troupes du Sultan. Sa mère, la princesse Zorka de Monténégro, avait mis dans ses veines le sang de montagnards vaillants et tenaces, qu'au milieu des pires épreuves les sultans n'étaient jamais parvenus à réduire entièrement. Du Serbe, paysan et militaire, il avait reçu, au suprême degré, la bravoure, la loyauté, l'endurance et l'amour du sol. L'exil où il vécut jusqu'à sa seizième année, la virile éducation qu'il reçut de son père devaient développer encore ces qualités natives qui retrouvèrent leur plein épanouissement quand la révolution de 1903 rappela sur le trône de Belgrade la vieille dynastie nationale. Devina-t-il alors, cadet qui ne songeait pas au trône, le grand destin qui lui était réservé? Du moins, son éducation première, et celle que, arrivé à l'âge d'homme, il s'imposa à lui-même, ne furent-elles qu'une longue préparation au dur métier de roi.

Le prince Alexandre ne connut pas sa mère, morte alors qu'il était encore au berceau. Sa petite enfance s'écoula à Cettigné, et fut nourrie des légendes de la Montagne Noire farouche et indomptée. Il avait quatre ans lorsque son père, soucieux de donner à ses trois enfants une éducation complète qu'il ne pouvait se procurer à Cettigné, vint se fixer à Genève avec eux. Peu de ressources, une vie modeste dans une extrême dignité. Désireux d'apprendre de bonne heure à ses enfants les réalités de la vie, le prince exilé les envoya dans les écoles se frotter aux enfants de leur âge. Alexandre débuta ainsi à l'école enfantine de son quartier. Devenu un peu

(1) Conférence faite à la tribune des Conférences Cardinal Mercier et Grandes conférences littéraires.

plus âgé, il rejoignit, au cours mixte de M^{lle} Breichbuhl, sa sœur, à qui toute sa vie devait l'unir l'identité des sentiments et des goûts. Et puisque son nom vient à mes lèvres, je prie S. A. R. la princesse Hélène de Russie de daigner trouver ici le témoignage de ma reconnaissance pour les détails qu'elle a bien voulu me donner sur la jeunesse de son frère.

Le prince Alexandre avait une douzaine d'années, et poursuivait maintenant ses études dans le vieux collège classique de Calvin, quand son père décida d'envoyer ses fils achever leur éducation en Russie. La Cour impériale était pour eux une maison de famille : deux sœurs de leur mère avaient épousé, l'une le grand-duc Pierre, l'autre ce grand-duc Nicolas dont la disparition des champs de bataille de la Grande Guerre fut un si rude coup pour l'Entente. Les deux jeunes gens y retrouvaient leur sœur, déjà chez sa tante depuis deux ou trois ans.

Celui qui devait être un jour le roi Pierre laissa ses fils choisir leur voie. Le prince Georges, l'aîné, entra à l'Ecole Militaire Alexandre; le cadet, plus attiré vers les études spéculatives, obtint de suivre les cours de l'Ecole impériale de Droit : mystérieuse préparation à son futur destin. C'est là que vint le surprendre l'annonce de la révolution serbe de 1903.

La princesse Hélène m'a raconté comment, en ces jours d'été, les trois enfants rassemblés chez leur oncle attendaient, avec un peu d'angoisse, la décision de la Skouptchina. La disparition des Obrénovitch avait ouvert le champ aux intrigues européennes : l'Autriche, l'Allemagne, d'autres puissances avaient présenté leur candidat. Mais la voix publique appelait le petit-fils de Karageorge. Dans cette incertitude, les jeunes princes allaient dans les églises demander au Ciel son appui. Un jour qu'il pria avec sa sœur devant une icône célèbre, Alexandre sentit un liquide ruisseler sur son cou : c'était l'huile sainte d'une lampe allumée devant l'image. « Notre père sera élu, lui dit sa sœur saisie par ce présage, et tu seras son successeur. » Peu de temps après, un coup de téléphone de M. Spalaikovitch, alors conseiller d'ambassade à Pétersbourg, annonçait aux jeunes princes que la première partie de cette prédiction était réalisée.

Alexandre ne fit que passer à Belgrade. Le roi Pierre, chef d'un peuple de soldats, estima le moment venu de donner à son second fils une formation militaire et le renvoya à Pétersbourg s'instruire au corps des pages. D'ailleurs le présage de l'huile sainte allait bientôt se vérifier. Son frère aîné dut renoncer à son droit d'aînesse. Alexandre revint définitivement en Serbie et ne tarda pas à être proclamé prince héritier.

De toute sa volonté, il se prépara à sa lourde tâche. Son caractère, déjà sérieux, devint grave. Ses journées se passèrent dans le travail le plus assidu. Il suivait avec ardeur les cours de l'Université, mais surtout, sans négliger les études de droit et d'économie politique qui avaient eu jusque-là ses préférences, il se consacra à l'armée. Chaque matin, il arrivait au ministère de la Guerre ou à l'état-major général, et là, il n'y avait pas question, si mince fût-elle, qui ne retint son attention.

Il tint à débiter sous l'uniforme dans le rang le moins élevé, et à conquérir régulièrement chaque grade. Le goût du métier le prit tout entier : les champs de bataille de Macédoine témoignèrent un jour de ses talents.

Ainsi le prince Alexandre se prépara-t-il à aborder une tâche dont il savait tout le sérieux. Rien ne l'en distraiyait. A peine cherchait-il un délassement dans ses auteurs favoris, austères historiens de la Rome antique, ou grands classiques français. Corneille surtout avait ses préférences : notre vieux poète a toujours fait la nourriture des héros.

Mais avant tout, ce prince, né dans l'exil, était Serbe jusque dans ses moelles. Un vrai Serbe, pénétré de l'amour de sa patrie, de l'orgueil de son histoire, de la foi de son avenir. Serbes étaient

son cœur et ses nerfs, serbes ses sentiments et ses réactions. Avec les étudiants de l'Université de Belgrade, avec les lieutenants des corps de troupe, jetant les yeux au delà de l'Ibar et de la Save, il songeait aux millions de Slaves, frères de race, de religion et de langue, qui, sous le croissant ou l'aigle bicéphale, aspiraient passionnément à l'union et à la liberté. Pourtant Turquie et Autriche-Hongrie semblaient de puissants empires; auprès d'eux la Serbie paraissait bien peu de chose. Quand donc reviendront les jours d'Etienne Douchan? Quand donc Marko Kralievitch, secouant son sommeil séculaire, conduira-t-il les régiments serbes à la reconquête de la patrie?

Le moment de la libération approchait pourtant. Bientôt luira le jour où les Karageorgevitch, pères de la Serbie indépendante, achèveront de grouper sous leur sceptre tous les Slaves du Sud, et, par leur volonté, leur persévérance et leur sens national, feront des peuples serbes, croates et slovènes la Yougoslavie une et puissante. Ainsi jadis une dynastie occidentale, jaillie elle aussi des entrailles mêmes de la nation, avait persévéramment édifié le royaume de France autour du duché primitif.

L'avenir du pays repose désormais sur Alexandre. La Serbie lève des yeux confiants vers ce jeune homme vigoureux et travailleur dont le regard clair derrière le lorgnon répand tant de calme et d'assurance. Le monde va bientôt apprendre à le connaître.

* * *

C'est en octobre 1912 que, las de voir les Ottomans se dérober aux engagements pris vis-à-vis des populations chrétiennes de leurs territoires balkaniques, la Serbie, la Bulgarie, la Grèce et le Monténégro déclarèrent la guerre à la Turquie.

La coalition balkanique, à la conclusion de laquelle le prince Alexandre avait personnellement travaillé à Sofia, alla de succès en succès, si bien qu'après deux mois de campagne les Turcs devaient demander l'armistice.

De ces victoires alliées l'armée serbe avait eu sa large part. Le prince Alexandre y avait révélé ses talents militaires, préludant ainsi aux victoires de la Grande Guerre. Il est donc nécessaire de nous y arrêter un instant.

Le 21 octobre 1912, dix-huitième jour de la mobilisation, les quatre armées serbes, dont le roi Pierre, secondé par le voïvode Putnik, exerce le commandement en chef, franchissent la frontière et entrent en territoire turc : les première, deuxième et troisième armées pour marcher concentriquement sur Uskub, la quatrième pour aller, à travers le Sandjak de Novi Bazar, rejoindre l'armée monténégrine. Le prince Alexandre, qui a parcouru tous les grades de l'armée pour atteindre à vingt-quatre ans celui de lieutenant-colonel, commande la première armée, forte de cinq divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie.

Marchant droit sur Uskub, dont elle est la plus rapprochée, la première armée arrive le 22 au soir devant Koumanovo, où le prince héritier compte entrer le lendemain. Les renseignements de cavalerie n'y indiquent qu'une petite garnison et situent plus au Sud le gros des forces turques.

Surprise : le 23 octobre, à 7 heures, les Serbes voient des colonnes surgir dans la pluie matinale et glisser vers leur gauche. Ce sont les divisions de Fethi Pacha qui vont chercher l'aile ennemie pour l'écraser et la déborder. Toute la journée, attaquée sans relâche par tout un corps d'armée turc, la division du Danube résistera sur place aux assauts répétés de l'adversaire; elle trouvera même la force, sur le soir, de contre-attaquer à la baïonnette et d'obliger l'ennemi à regagner ses positions de départ. Sur le reste du front les démonstrations ennemies sont restées sans effet.

A l'aube du 24 octobre, le prince héritier, qui a donné ses ordres pour une offensive vigoureuse, rejoint ses premières lignes, où

il restera jusqu'à la fin. Son centre et sa droite, appuyés par une remarquable artillerie, se portent en avant, abordent l'ennemi à la baïonnette et le mettent en fuite. L'intervention de la division de cavalerie achève le désastre ottoman. A midi, les huit divisions turques ont disparu du champ de bataille, abandonnant cent vingt canons et tous leurs équipages. Sans s'arrêter sur cette éclatante victoire, Alexandre poursuit l'ennemi en fuite, et le 25 octobre entre sur ses talons à Uskub. En cinq jours il a avancé de 85 kilomètres, écrasé la principale armée turque, et reconquis l'antique Skoplié, la capitale des tsars de la Grande-Serbie.

Mais le jeune chef n'est point satisfait de ce premier triomphe. Il a ses objectifs : Monastir d'abord, qui lui livrera la Macédoine, puis l'Adriatique, la mer libre à quoi aspire la Serbie continentale. Il entraîne encore ses troupes; le 1^{er} novembre, il enlève Prilep par une magnifique manœuvre débordante sur les deux ailes ennemies; le 15, renforcé d'une division de la troisième armée, il attaque devant Monastir les douze divisions de Djavid Pacha. Trois jours d'une dure bataille, et l'adversaire à bout de force se retire vers le Sud, à la faveur d'un temps épouvantable, laissant entre les mains du vainqueur dix mille prisonniers et soixante-dix canons.

Uskub, Prilep, Monastir : voie triomphale que six ans plus tard, presque jour pour jour, les armées de la délivrance remonteront du même pas de course, entraînées par le même chef.

Maintenant, vers l'Adriatique. Les troupes qui sont entrées à Monastir le 19 novembre sont le 27 à Ochrida. Elles atteignent El Bassan le jour de l'armistice. Et si la première armée n'a pas eu le temps d'arriver à la mer, la troisième, qui n'a rencontré que peu d'adversaires, vient d'entrer à Durazzo.

La paix qui suivit ne satisfait pas complètement la Serbie. Certes, les héros qui, sous onze mille croix de bois, tenaient la terre de Macédoine conservaient leur suprême conquête. Mais les jalousies de certaines grandes puissances obligèrent la Serbie à abandonner, avec Durazzo, la côte adriatique, laissant ainsi la porte ouverte à de graves complications. Cependant, elle voyait son territoire doublé, et 1.500.000 Serbes rentrer au giron national. Surtout sa valeur militaire lui avait conquis aux yeux du monde une place de premier rang, et un général français, rentrant de mission dans les Balkans, pouvait écrire : « L'armée serbe n'est plus une jeune armée, c'est une grande armée. »

Elle le prouva d'une façon décisive, lorsque dans l'été de 1913 la félonie de l'alliée bulgare la contraignit de rentrer en campagne. Le prince héritier reprit la tête de sa première armée et fit sentir aux Bulgares, sur les bords de la Bregalnitzza, le poids vainqueur de l'épée serbe.

Il sortait de ces deux brillantes campagnes auréolé de l'éclat de ses victoires ininterrompues, et surtout homme de guerre confirmé et chef adoré d'une armée nationale avec qui il s'identifiait. Comme elle et avec elle, il avait étonné le monde par sa modestie et sa modération dans la victoire; comme elle et avec elle, il allait l'étonner plus encore par sa vigueur dans la résistance, sa fermeté dans le malheur, et cette énergie prodigieuse qu'il insuffla à ses soldats, et qui leur valut vraiment, selon la parole sacrée, de « ressusciter vainqueurs d'entre les morts ».

* * *

1912 et 1913 avaient montré la précoce valeur du prince héritier. La nation ne devait pas tarder à en réclamer pour elle le bénéfice. Le roi Pierre se sentait vieillir; il fallait une main jeune, une santé vigoureuse pour assurer, avec l'assimilation des provinces rédimées, la convalescence du peuple épuisé par deux guerres. Aussi, le 11 juin 1914, le roi, d'accord avec le gouvernement de M. Pachitch, faisait proclamer son fils Régent du royaume. La Skouptchina, en

acclamant le jeune prince, ne se doutait pas de quel poids elle chargeait ses épaules.

Quinze jours plus tard, l'attentat de Serajevo jetait l'Europe dans une stupeur angoissée. Je n'ai pas à rappeler ici comment Vienne prit prétexte de ce lamentable événement pour chercher à anéantir le petit peuple qui lui fermait la route de la mer Egée. L'ultimatum autrichien et ses honteuses exigences sont dans toutes les mémoires, comme aussi la noble réponse serbe, où le souci de tout faire pour épargner au peuple le malheur de la guerre n'eut pour borne que le respect de l'honneur national. « La guerre, a écrit Vauvenargues, est moins onéreuse que la servitude ». C'est d'avoir compris cette vérité sévère qui a fait de la Serbie de 1914 la Yougoslavie d'aujourd'hui.

Quand tout espoir de paix fut perdu, le prince-régent prit en personne le commandement suprême de l'armée serbe. Alors s'ouvrit cette période qui le fit entrer vivant dans la légende, et lui composera une figure immortelle aussi longtemps que des cœurs libres battront dans des poitrines d'hommes.

L'armée serbe se mobilisa difficilement; obligée de garder la Macédoine, face aux Turcs ennemis et aux Bulgares impénétrables, elle y laissa le plus clair de ses unités actives, et opposa à l'attaque autrichienne des régiments composés en majorité de réservistes. Des fusils en nombre insuffisant pour armer tous les mobilisés; une artillerie excellente mais peu nombreuse, et dont les stocks de munitions n'avaient pu encore être reconstitués. C'est avec ces éléments, forts de leurs qualités natives et vivifiés par un ardent patriotisme, que le prince Alexandre entra en campagne, appuyé sur son chef d'état-major général, le vieux voïvode Putnik.

Il n'eut pas à attendre longtemps l'occasion de prouver sa valeur. Les deux armées du feld-maréchal Potiorek eurent à peine franchi la Drina qu'attaquées avec la plus extrême vigueur par la masse de manœuvre serbe, elles furent rejetées hors de la frontière en douze jours de combats ininterrompus. Ainsi s'acheva, le 23 août 1914, la victoire du Tser. Comme en Macédoine, le prince Alexandre chercha à poursuivre l'ennemi. Mais ses unités, trop neuves et insuffisamment outillées, ne purent aller très loin et le front se fixa bientôt en territoire autrichien.

Il ne tarda pas à subir une nouvelle attaque. Potiorek reprenant l'offensive au début de novembre refoula lentement devant lui une armée sans munitions et parvint le 30 novembre sous les murs de Belgrade.

Et voici que dans un grand souffle patriotique s'accomplit le premier redressement serbe, image prophétique de celui de 1916. Plutôt que de s'assurer au prix de la Macédoine la neutralité bulgare, l'armée épuisée mais vaillante recherche la bataille. Le prince-régent évacue Belgrade, et regroupe ses troupes sur les monts Roudnik. Le vieux roi Pierre vient en première ligne, et parle à ses hommes : « Mes fils, leur dit-il, vous avez fait votre devoir. Que ceux qui veulent rentrer chez eux s'en aillent : je ne leur en voudrai pas. Pour moi, je resté ici. » Et prenant le fusil d'un soldat, il tire sur les vedettes autrichiennes.

Trois jours plus tard, enflammée par cet exemple, l'armée serbe attaquait par surprise; d'un seul élan, en douze jours de bataille, elle reprenait Belgrade, délivrait toute la terre serbe, ramassait 40.000 prisonniers et 130 canons. C'est la victoire du Roudnik qui assura à la Serbie une année de tranquillité : jusqu'à l'automne de 1915, les Autrichiens, sur le front Sud, « n'en voulurent plus ».

Ce répit permit au Régent et au voïvode Putnik de reconstituer l'armée, très éprouvée par le feu et le typhus, et de garnir, grâce aux envois de l'Entente, leurs parcs et leurs arsenaux. La France, déjà, est au premier rang des ravitailleurs de l'armée serbe; elle envoie non seulement des canons et des obus, mais aussi un per-

sonnel précieux : cent médecins, qui viennent aider leurs confrères serbes à juguler l'épidémie.

* * *

Je ne veux pas faire un cours d'histoire, mais fixer sous ses traits principaux la haute figure du Régent. Retrouvons-le lorsque l'attaque conjuguée des Austro-Allemands de Mackensen et des Bulgares, survenue au début d'octobre, a conquis Belgrade et Uskub, et acculé les Serbes au massif montagneux de l'Albanie. Nous sommes au début de novembre, Paris, que Londres soutient mollement dès le commencement de l'intervention alliée à Salonique, ne peut amplifier le mouvement des divisions de Sarrail, parties vers le Nord à la rencontre des Serbes.

Le repli vers Salonique des maigres effectifs français ôta à la Serbie tout espoir. Son territoire envahi, sa capitale prise, ses liaisons coupées, l'armée serbe n'a plus qu'une ressource : se retirer, échapper à l'encerclement.

Avec l'armée, c'est une nation entière qui s'en va. Elle sait que la férocité de l'adversaire n'épargne pas les non-combattants; elle brûle ses villages, et mêle le flot des vieillards et des femmes à celui des régiments en retraite. Le Gouvernement est là, lui aussi; pour le Serbe, la patrie n'est plus sur la terre natale, elle est tout entière autour du drapeau errant.

Un dernier effort, dans l'hiver qui commence et s'annonce rude, pour briser le cercle et aller rejoindre à Monastir les soldats de France. Pendant six jours, dans les champs historiques de Kossovo, l'armée attaque désespérément. Elle se brise sur les positions bulgares. L'anneau de fer n'est pas rompu. D'autres auraient capitulé. On avait fait, et au delà, tout ce qu'exigeaient le devoir et l'honneur; on pouvait accepter l'arrêt du destin avec le sentiment du devoir accompli.

Les Serbes avaient l'âme plus haute : serrés derrière leur vieux Roi, derrière leur Régent intrépide, ils se jetèrent dans la montagne albanaise, cherchant le rivage adriatique, où les Alliés pourraient les recueillir.

La retraite fut atroce. Il n'y a pas de route, il faut détruire les canons et brûler les voitures. Il n'y a pas de villages où s'arrêter la nuit, et cette foule, sous la neige de décembre, n'a ni tentes ni couvertures. On n'a de vivres que ce qu'on transporte sur soi, et l'on a déjà peine à se traîner. Plus de cent mille fugitifs moururent de faim et de froid dans ces trois semaines.

Les Bulgares ne poursuivirent pas : ils reculèrent devant la montagne. Mais quand, dans les premiers jours de décembre, l'armée serbe atteignit Scutari et Durazzo, elle avait perdu toute valeur combative : les hommes épuisés mouraient littéralement de faim. Et la rive adriatique était complètement démunie d'approvisionnements.

Alors le Régent appela la France au secours. Passant par-dessus les gouvernements, il adressa au général Joffre, par sans-fil, un long télégramme. « L'armée, disait-il, ne peut plus continuer sa retraite. Son unique moyen de salut est de la transporter par mer dans une région où elle puisse être reconstituée. » Et il ajoutait : « Si on ne leur rend pas possible le départ d'ici, au moyen de bâtiments de transport, et si on ne leur fait pas venir dans le délai de deux à trois jours de quoi manger, il me serait très douloureux de constater que la catastrophe terrible et imméritée de nos troupes qui se trouvent au nord de l'Albanie est imminente. »

La France — et ce sera son impérissable honneur — répondit à l'appel du Régent. Elle l'avait même devancé, et depuis huit jours avait confié au général de Mondésir la mission de ravitailler l'armée serbe et de prendre toutes mesures utiles à sa reconstitution, si celle-ci paraissait possible.

Le général d'Alauzier, dans le livre remarquable qu'il a consacré à ce *Drame historique* (c'est le titre de son ouvrage) raconte l'œuvre prodigieuse de la mission dont il fit partie.

« Nous sommes entre vos mains, avait dit M. Pachitch au général de Mondésir, faites ce que vous voudrez. » Prendre sur les rivages albanais des débris d'armée, à demi-morts de faim et d'épuisement, les transporter à Corfou, les nourrir, les rétablir, et moins de quatre mois après rendre à la Serbie six belles divisions, vigoureuses, bien armées et équipées : telle fut l'œuvre de la mission française, aidée de l'escadre de l'amiral de Gueydon et de quelques éléments britanniques.

Mais cette œuvre n'eut pas été possible sans l'action et l'exemple du prince-régent. Arrivé malade au terme de la retraite, opéré d'urgence à l'ambulance de Scutari, il s'obstine à rester avec ses hommes, et refuse le contre-torpilleur italien qui le conduirait à Brindisi. Il reste là, intervenant sans cesse pour alléger les souffrances de ses soldats, et leur épargner une nouvelle et épuisante marche vers le Sud. Quarante mille Serbes ont déjà passé à Corfou quand il accepte enfin de s'y transporter lui-même. Et là, c'est sous son impulsion personnelle que l'armée se reforme. Le nombre des divisions est réduit de moitié; un tri sérieux est à exercer parmi les officiers : la volonté du prince doit se faire sentir en ces matières délicates. Mais soldat, il parle à des soldats dont la discipline fait l'admiration générale. Aussi, lorsqu'au milieu d'avril 1916, revenant de France où il avait tenu à aller en personne porter les remerciements de la Serbie, il débarqua à Corfou et passa en revue ses troupes, il put leur affirmer sa confiance et leur promettre la victoire. « Le Christ est ressuscité, leur disait-il dans son ordre du jour de Pâques; ainsi mon armée est-elle, elle aussi, debout après tant d'épreuves; elle ressuscite dans toute sa force, prête à de nouveaux efforts et à de nouveaux triomphes. »

Ainsi ce jeune chef, dont le cœur battait du même rythme que celui de ses troupes, savait-il exalter leur moral et préparer leur victoire. Il a fallu ses interventions répétées et l'affirmation de sa volonté formelle pour éviter à ses bataillons de partir, au fur et à mesure de leur mise sur pied, renforcer les armées alliées et se fondre dans leur masse. Le prince-régent savait quelle force donne à une armée le fait de combattre sous ses propres chefs, autour de son propre drapeau. Il fallait qu'une armée serbe reconquît la Serbie. Le général Joffre comprit cette haute pensée, et s'en fit à Paris l'avocat heureux. Avant que l'année soit écoulée, ces guerriers endurcis par les pires épreuves, conduits par des généraux éminents, les Boyovitch, les Mitchitch, les Stepanovitch auront repris pied sur le sol national.

Au milieu de mai 1916, l'armée serbe reformée a débarqué à Salonique; sous les ordres du prince-régent, elle fait partie des armées alliées d'Orient, dont l'ensemble est commandé par le général Sarrail. Celui-ci doit prendre en août une vigoureuse offensive en direction du Nord pour donner la main à travers les Balkans, aux forces russo-roumaines du Danube.

Les événements réduisirent les effectifs de la masse de manœuvre et retardèrent son entrée en action. Le 12 septembre, à 6 heures du matin, le prince Alexandre, après avoir fait le signe de la croix, tira le premier coup de canon sur les lignes bulgares. Deux jours plus tard, la nouvelle armée serbe remportait à Gornicevo sa première victoire. Le 30, appuyée par l'artillerie française, elle enlevait de haute lutte le massif de Kaïmakalan; le 3 octobre, après la victoire de Sakulevo, remportée en étroite liaison avec les forces françaises, elle foulait de nouveau le sol de la patrie. Son ardeur en redouble; octobre voit se dérouler la longue bataille de la boucle de la Cerna; le 19 novembre, les Franco-Serbes enlèvent Monastir.

* * *

Le dur hiver des Balkans est là ; il faut s'arrêter. L'armée serbe ressuscitée vient d'écrire la première page, et non la moins héroïque de son histoire nouvelle. En deux mois de campagne elle a avancé de 50 kilomètres, reconquis un lambeau de la patrie, fait 8,000 prisonniers et capturé 80 canons.

Mais elle a aussi perdu par le feu 28,000 hommes, et par la maladie d'autres encore. Ces pertes vont lourdement peser sur les événements de 1917.

Comme en Occident, 1917 en Orient est une année trouble. C'est l'année des espoirs trompés, du moral atteint, des crises de commandement. C'est aussi celle où donnent leur mesure les caractères fortement trempés. En France, le général Pétain redresse le moral de l'armée. A Monastir, la main du prince-régent réprime promptement les essais d'indiscipline de quelques chefs subalternes. Crise de confiance là aussi : les effectifs baissent et ne se renouvellent plus : à Salonique, les Alliés, plus ou moins publiquement, ne marchent pas en un accord parfait. Comment le soldat serbe, éloigné des siens depuis près de deux ans, n'aurait-il pas un instant de découragement ? Alexandre secoue chancelleries et états-majors ; il réussit à récupérer les prisonniers autrichiens d'origine yougoslave tombés aux mains des Russes. Il en forme une magnifique division, qui vient grossir les rangs éclaircis de ses troupes. Lui-même fuit Salonique ; il campe sur le lambeau du sol serbe reconquis, dans une modeste baraque de bois, au milieu de ses hommes. Il fait la guerre et se dérobe aux intrigues et aux plaisirs faciles de la ville.

Le 24 décembre 1917, le général Guillaumat remplaçait le général Sarrail à la tête des armées alliées d'Orient ; une activité nouvelle règne aussitôt en Macédoine. En Albanie, l'armée française refoule les Autrichiens. A Skra di Legen, une opération à objectifs limités montre la valeur de la nouvelle armée grecque et réveille l'ardeur des Serbes. Ils offrent d'entreprendre sur leur front une attaque du même genre, à condition d'être aidés, comme les Grecs, par l'artillerie et l'aviation françaises. Le général Guillaumat a d'autres projets, il veut même retirer du front une partie des troupes serbes pour les mettre en réserve. Cette décision très judicieuse crée une crise dans le haut commandement serbe. Le prince est obligé d'intervenir en personne ; le général Boyovitch cède au voïvode Mitchitch ses fonctions de chef d'état-major général.

C'est sur ces entrefaites que, le 18 juin 1918, j'arrivai à Salonique. Le train qui m'emportait à travers l'Italie avait croisé celui du général Guillaumat. Quand un caporal en relève un autre, il y a passage de consigne ; ici, j'ignorais tout des intentions et des idées de mon prédécesseur. Mais j'étais préparé à mon nouveau rôle. Avant la guerre, j'avais fait deux voyages d'études dans les Balkans ; ils m'avaient convaincu que l'empire austro-hongrois tomberait en dissolution dès que le drapeau tricolore flotterait sur le Danube. Aussi, dès octobre 1914, j'avais remis au Gouvernement un plan d'opérations renouvelant la campagne de 1796 à l'échelle de la vapeur et de l'électricité, et qui prenait l'ennemi à revers en marchant sur Budapest, Vienne et Berlin. L'armée serbe était au premier rang de cette opération ; aussi avais-je hâte de prendre contact avec elle.

Il me fallut quelques jours pour étudier avec mon nouvel état-major les projets que recélaient ses cartons. L'opération préconisée par les Serbes visait à la conquête du Dobropolié. Ce n'était qu'une affaire locale, mais l'étude du dispositif ennemi m'eut vite montré qu'une attaque dans cette région, si elle était poussée à fond, nous ouvrait le chemin le plus rapide sur les arrières ennemis, mettait dans nos mains ses communications et ses magasins et nous permettait d'envisager un résultat décisif en profitant de ce terrain compartimenté des Balkans pour couper en deux les armées adverses.

Après avoir visité le front du Vardar, le 28 juin, dix jours après

mon débarquement, je partis pour les lignes serbes. A Velack au milieu de ses hommes, je trouvai le prince-régent qui fuyait le séjour de Salonique, empoisonné par la médisance et la calomnie. Ensemble nous gravâmes les pentes de la Floka. De l'observatoire qui, à 2,362 mètres d'altitude, couronnait ce sommet, la vue s'étendait sur la ligne puissante des premières positions bulgares. Elle découvrait aussi leurs communications, sur plusieurs kilomètres de profondeur, et permettait de s'assurer de l'extrême faiblesse de leurs deuxième lignes. Dans cette partie du front bulgare, l'ennemi, confiant dans la force naturelle de la position, se croyait inattaquable. Mais de l'artillerie hissée sur ces montagnes pouvait, sans déplacement, atteindre tout l'ensemble de la position ennemie, jusqu'à ses batteries les plus éloignées. C'était un secteur d'attaque rêvé.

Les journées suivantes se passèrent à préciser avec le prince-régent les bases de la manœuvre. Celle-ci dépendait, pour moi, de la coopération serbe. Il fallait pour obtenir l'entier concours de cette armée, anxieuse de ne pouvoir réparer ses pertes, lui prouver que toute l'aide possible lui serait donnée, et lui montrer aussi quelle prodigieuse récompense aurait sa victoire, pour peu qu'on l'exploitât à fond. Je sentais que, lancée à la reconquête du sol natal, cette armée de montagnards et de paysans vaincrait tous les obstacles et que seule elle pouvait fournir l'élément de manœuvre rapide que je voulais. D'autre part, puisqu'elle était indispensable à l'exploitation, il fallait trouver ailleurs la troupe de rupture : les divisions françaises, dressées aux attaques de tranchées, étaient tout indiquées pour cet office.

Je proposai donc au prince-régent de prendre pour base de nos opérations l'attaque du Dobropolié, mais en l'élargissant et surtout en visant les objectifs éloignés. Il m'avait demandé, pour l'opération locale qu'il envisageait, l'appui de l'artillerie et de l'aviation françaises. Lorsque je lui offris en outre deux divisions de chez nous, et que je lui proposai de les placer sous le commandement du voïvode Mitchitch, sa décision fut prise : c'est à l'armée serbe, renforcée des troupes de France, qu'il appartiendra de reconquérir la Serbie.

Il n'est pas exagéré de dire que de cette décision du prince-régent a dépendu tout le sort de la campagne. L'événement a révélé que les autres parties du front bulgare auraient résisté à la rupture : dans le secteur de Doiran, où l'état-major interallié avait précédemment compté faire son effort principal, l'attaque helléno-britannique devait en septembre connaître un sanglant échec, malgré la valeur des troupes et l'habileté de la préparation. Il a prouvé aussi que seuls les Serbes, rompus à la marche en montagne, pouvaient à une telle allure poursuivre l'armée germano-bulgare et la couper de ses communications. Seul le concours résolu du prince-régent a permis d'établir et d'exécuter à fond le plan d'attaque qui devait amener la capitulation de la Bulgarie et par suite les offres de paix de l'Allemagne, comme Hindenburg l'a reconnu dès le 2 octobre 1918.

* * *

Les mois de juillet et d'août furent consacrés à la préparation de l'offensive. Tandis qu'à Paris, les gouvernements délibèrent encore sur son opportunité, sur tout le front des armées d'Orient les routes se construisent, les emplacements de batteries s'établissent, les observatoires se blindent, les magasins se remplissent. Aussi l'ennemi reste-t-il incertain du secteur d'attaque, tandis que nos batteries lourdes sont déjà hissées sur les cimes de la Moglena, d'où partira l'assaut final.

Cette fois les Serbes resserrent volontiers leur front, puisqu'ils ne le quittent que pour constituer la masse de manœuvre. Deux divisions françaises, choisies entre toutes à cause de la valeur de

leur chef : le 122^e du général Topart et la 17^e coloniale du général Pruneau s'installent dans le secteur d'attaque. A côté d'elles, la division serbe de la Choumadia. Derrière, prête à exploiter le succès, l'armée serbe.

Tous savent que le général en chef cherche un succès décisif. Il a, dès le 31 août, annoncé à ses subordonnés ce qu'il attendait d'eux : d'abord la rupture du front et la dissociation en deux tronçons de l'armée bulgare, puis le développement de l'action jusqu'à Prilep et Usrub, pour se procurer une base desservie par de bonnes communications avec l'arrière. Dans une deuxième phase, la résistance de l'ennemi sera discontinuée; il faudra se proposer des buts lointains et audacieux. « De la rapidité de l'avance dépend le succès de l'offensive, elle nous permettra ensuite de tout oser. Les unités devront s'enfoncer comme un coin à l'intérieur du dispositif ennemi, marcher sans trêve jusqu'à l'extrême limite des forces des hommes et des chevaux en utilisant tous les chemins de manière à déborder les résistances qui pourraient surgir. »

Le 10 septembre arrive enfin de Paris l'autorisation d'attaquer, accordée sur l'intervention personnelle de M. Poincaré auprès du président du Conseil. La journée du 14 est consacrée à la préparation d'artillerie. Le 15, à 5 heures précises, les divisions d'assaut s'élancent à travers les rochers; comme au Moyen âge, il a fallu par endroits emporter des échelles pour escalader ces remparts naturels.

La résistance des Bulgares fut vigoureuse. Ce n'est qu'à la chute du jour — alors que nous avions compté enlever la position en quatre heures de bataille — que les deux divisions françaises furent en complète possession de leurs objectifs : Sokol, Dobropolié, Kravitza. La division de la Choumadia, favorisée par le terrain, avait conquis les siens au début de l'après-midi. Les pertes étaient sévères : 2,000 des nôtres restaient sur le terrain.

Mais la victoire était totale, et la brèche largement ouverte. Dans le soir tombant, les divisions du voïvode Stepanovitch franchissent nos lignes. Au milieu d'un enthousiasme indescriptible, les soldats serbes présentent spontanément les armes aux morts et aux blessés français qui jonchent le sol conquis; ils hurlent leur reconnaissance, et leurs vivats se mêlent au chant de la *Marseillaise*. Puis, reformant leurs rangs, ils s'enfoncent dans la nuit, vers le Nord, vers la patrie.

La marche des troupes serbes à travers les lignes bulgares tient du prodige. Pour pouvoir se charger de plus de munitions, elles sont parties sans vivres : la victoire y pourvoira. Chaque jour en voit une nouvelle. Le 16, les Yougoslaves enlèvent le puissant massif de Kosiak. Rien ne les arrête plus. En vain la résistance bulgare s'accroche-t-elle aux montagnes, aux rivières; en vain les bataillons de réserve de la XI^e armée allemande sont-ils successivement poussés en avant. Ils disparaissent dans la tourmente. Le 18, la Cerna est franchie, et tandis que tout le front des armées alliées s'ébranle vers le Nord, la II^e armée serbe, renforcée de la 17^e division coloniale française, atteint le Vardar et coupe la voie ferrée au nord des défilés de Demir-Kapou : un immense butin tombe entre ses mains. En six jours de bataille ininterrompue, elle a progressé de 60 kilomètres.

Il était réservé à la cavalerie française de fermer la passe où l'ardente poursuite serbe avait poussé les forces germano-bulgares. Coupant court à travers les montagnes, sans carte et se dirigeant à la boussole, la brigade d'Afrique du général Jouinot-Gambetta atteint le 28 septembre Uskub, sur les derrières de l'armée bulgare, et enlève la ville par surprise au galop de ses cavaliers. C'est fini : la XI^e armée allemande est acculée à la capitulation.

L'armistice qui entra en vigueur le 20 septembre, en consacrant la défaite des Bulgares, exigeait d'eux l'évacuation immédiate de la Serbie. Mais des troupes austro-allemandes, qui n'étaient pas touchées par l'armistice, l'occupaient encore. Il faut continuer à

marcher, tant qu'on pourra, gagner de vitesse, les Austro-Allemands qui viennent à marches forcées barrer la route, atteindre le Danube avant eux, et porter la guerre sur leur territoire.

Cette marche à travers la Serbie reconquise prit le caractère d'une épopée.

Les divisions autrichiennes, allemandes, hongroises, arrivant successivement en toute hâte de la Piave, d'Alsace, d'Ukraine, des Flandres, de Roumanie, pour tenter d'aveugler la brèche, tombaient les unes après les autres comme des capucins de cartes.

Les populations soulevées se portaient au devant de nos troupes, harcelant l'envahisseur.

J'ai la souvenance d'une femme serbe qui avait eu un pied coupé pour avoir porté à manger à son père insurgé réfugié dans la forêt. Elle s'était fabriqué un pied de bois et, un fusil à la main, marchait à l'avant-garde.

Je ne pus m'empêcher de lui remettre la Croix de guerre.

* * *

Le prince Alexandre, dans la joie de ces grandes victoires, songe à l'avenir tout proche. Il voit poindre le moment où se dissociera l'empire des Habsbourg, et où ses populations sud-slaves réclameront leur délivrance. Il faut assurer leur union à la patrie serbe, il faut réaliser le rêve antique de la Grande-Serbie. Alors, il pense à partir pour Paris obtenir du triumvirat qui dirige l'Entente des promesses définitives. Puis il réfléchit, décide qu'il vaut mieux tenir que courir. Il revient se mettre à la tête de ses armées, traverse avec elles toute la Serbie, passe dans deux batailles sur le ventre des divisions austro-allemandes, et le 31 octobre voit l'armée du voïvode Boyovitch entrer en triomphe à Belgrade, tandis que le voïvode Stepanovitch délivre, aux acclamations populaires, Albanie, Monténégro et Bosnie, et qu'à leur droite les têtes de colonnes françaises, franchissant le Danube, occupent le Banat et poussent jusqu'à Szegedin. Comme Alexandre l'avait prévu, une victoire aussi éclatante entraîne dans un magnifique mouvement d'union Croates et Slovènes : le gouvernement provisoire de Zagreb acclame le roi Pierre. La Yougoslavie est née.

Ainsi le Dieu des batailles récompensait-il un prince qui n'avait jamais désespéré, et qui avait su s'aider lui-même. Avec l'appui de la France, il avait reforge cet incomparable outil de guerre que fut son armée. Pour elle, il n'y a pas assez de louanges, et je veux relire avec vous ce que disait d'elle le général Jouinot-Gambetta, qui chevaucha les Balkans avec les Serbes :

« Jamais hommes ne montrèrent plus de silencieuse persévérance, plus de stoïque volonté têtue, un plus tenace désir de vaincre. Vêtus de vieux effets, ne brillant que par l'éclat de leurs armes irréprochablement entretenues, ils allaient par la pluie, le vent, le soleil ou le froid, malgré la boue et la fatigue, sans ravitaillement et sans bagages, martelant de leurs chaussures usées le sol sacré de leur patrie reconquise, les yeux fixés vers le Danube, vers Belgrade que rien désormais ne semblait capable de les empêcher d'atteindre. Il y avait du fanatisme religieux dans la poussée continue, muette, sobrement obstinée de ce peuple s'écoulant par tous les sentiers, par toutes les routes, ne permettant à aucun obstacle d'arrêter sa progression exaltée. »

Les chefs ont les troupes qu'ils méritent. La valeur de l'armée serbe juge celle du prince qui la commandait.

Les traités qui mirent fin à la guerre donnèrent à la Serbie victorieuse la plus grande partie des terres yougoslaves. Certes, sur les confins du Banat, sur ceux de la Slovénie surtout, toutes les espérances n'étaient pas réalisées. Mais l'essentiel était atteint.

L'habile politique du prince-régent avait donné à son gouvernement des gages sérieux à déposer sur les tapis verts de la diplo-

matie. Sans attendre l'armistice du 11 novembre, il avait occupé le Banat et la Voïvodine. Puis, au fur et à mesure de l'appel des différentes provinces, il y avait poussé des troupes. Il occupait le pays slave et ne le lâcherait pas.

Occupation triomphale d'ailleurs : tout le mois de novembre, de Zagreb, de Cettigné, de Novisad, les appels s'étaient succédé, les unions avaient été proclamées.

Prévoyant les ententes futures avec un peuple de même race, il m'avait demandé que ses troupes ne participassent point à l'occupation de la Bulgarie. Les atrocités bulgares avaient ensanglanté la Serbie. Le prince redoutait des représailles spontanées de la part de ses hommes : il ne voulait pas risquer de mettre l'irréparable entre la Serbie et la Bulgarie. Il voyait loin : cette année même, une double visite royale témoignait des bons rapports qu'entretenaient aujourd'hui les deux gouvernements.

Le 1^{er} décembre 1918, les délégués de toutes les provinces rédimées, assemblés avec les députés serbes en présence du prince-régent, lui remirent une adresse demandant l'union de tous les Yougoslaves. La réponse du prince fut celle que tous attendaient :

« Au nom de Sa Majesté le roi Pierre, je proclame l'unité de la Serbie avec les provinces de l'Etat indépendant des Serbes, Croates et Slovènes dans le royaume unitaire des Serbes, Croates et Slovènes. »

La grande œuvre de la libération yougoslave était achevée. Le prince Alexandre prenait, peu de temps après, le titre de Régent du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

* * *

Lorsque, le jour de son trentième anniversaire, un homme a derrière lui une œuvre semblable, qu'il a tiré sa patrie du tombeau et accompli le rêve de cinq siècles, il semble qu'il ait le droit de s'arrêter pour se reposer un instant et penser à lui-même. Pour Alexandre il n'en fut pas question. Son rôle de chef de guerre est terminé; les travaux de la paix vont exiger de lui un labeur encore plus astreignant et qui sera aussi fécond.

A peine les traités étaient-ils signés, à peine le nouvel Etat se trouvait-il assuré de ses limites, que la mort de Pierre I^{er}, en 1921, posa sur la tête de son fils la couronne royale. Du roi, il exerçait depuis sept ans les fonctions : le couronnement fit de lui le drapeau du jeune royaume et resserra encore les liens qui l'attachaient à son peuple. Roi de cette nation qu'en deux grandes guerres il a appelée à la vie, il va consacrer toute son activité, tous ses efforts à en lier les parties disparates en un faisceau puissant : l'unification de la patrie yougoslave est son but, et ce but, il sait qu'il ne peut l'atteindre que dans la paix. C'est la clef de sa politique intérieure et extérieure. Il devait remplir sa tâche, mais payer de son sang le succès de ses efforts.

Du moins, dans sa lutte quotidienne pour son pays, eut-il le puissant réconfort du bonheur domestique. En 1922, il avait épousé la princesse Marie de Roumanie, qui devait être le charme et la douceur de son foyer. Je représentais la France aux fêtes splendides qui furent données à cette occasion à Belgrade; qui aurait pu croire alors, au milieu des manifestations d'amour de tout un peuple, que douze ans plus tard un assassin étranger apporterait ici la douleur et le deuil!

Mais, avant tout roi et conducteur de peuple, il n'accorda jamais à l'homme privé que les instants que lui laissait le service du pays. Il a strictement discipliné son existence. Sa journée se déroule suivant une règle exacte : de 8 heures du matin à minuit passé, chaque heure a son emploi. Sauf, dans la journée, quelques instants donnés à une promenade de détente, et après le repas du soir une partie d'échecs en famille, un moment de lecture, toutes sont consacrées au bien de l'Etat. Des terrasses de sa villa de Dedinié,

qu'un architecte français construisit sur ses plans, il embrasse du regard, d'un côté la Choumadia d'où sortit sa famille, la Choumadia forestière, âme de la Vieille-Serbie; de l'autre côté, il contemple l'immense plaine du Banat, que ses armes victorieuses après tant de misères ont rendu à la mère patrie. Il a voulu ne pas pouvoir faire un pas hors de son bureau, ne pas pouvoir respirer une bouffée d'air frais, sans que s'offrent à ses yeux la vue de la terre ancienne et celle du pays rédimé, mais dont l'unification reste à faire.

C'est à cette grande tâche qu'il dévoue maintenant sa vie. Il en sait les difficultés. Pendant dix ans, il s'efforcera de les résoudre avec le concours des partis politiques. Mais un jour viendra où, plaçant au-dessus de tout la sauvegarde de l'existence nationale, il prendra seul le gouvernement de l'Etat et achèvera l'œuvre de l'unité.

Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes réunissait au sortir de la Grande Guerre des populations, sœurs de race et de langue, mais de civilisation et de mœurs très différentes. La Macédoine montagnaise était peuplée d'une population rude; l'occupation turque et les fréquentes révoltes chrétiennes l'avaient endurcie, pénétrée d'un amour farouche de l'indépendance individuelle, mais lui avaient laissé peu de loisirs pour cultiver les arts et la paix. En fait, on se trouvait là devant une population illettrée, presque primitive, sujette à des accès brutaux de mécontentement et de colère, farouchement attachée aux traditions de ses villages et de ses clans.

La Bosnie et l'Herzégovine offrent l'image d'un pays où le Musulman a longtemps commandé. Dans ses montagnes aux longs hivers vit, là aussi, une race longtemps repliée sur elle-même, et qui a cherché dans le maintien de ses traditions un refuge contre le maître turc ou autrichien. Comme en Macédoine, l'antique et âpre lutte pour la liberté a marqué les caractères; les Bosniaques ont vécu dans l'insurrection : il leur en restera quelque chose encore lorsqu'ils auront atteint le but de leurs efforts séculaires.

Aux antipodes de ces populations rudes et presque primitives, les Croates et les Slovènes apportent au nouvel Etat une civilisation tout occidentale. Après des siècles de lutte où ils ont alterné les rébellions violentes avec les oppositions les plus adroitement légales, ils ont pu, en 1848, entrevoir l'union et l'autonomie des pays sud-slaves de l'empire austro-hongrois. La constitution de la monarchie dualiste, en rattachant la Croatie à la Hongrie et la Slovénie à l'Autriche, rejeta les pays slaves dans la plus complète opposition. Conduite par des chefs remarquables, dont Mgr Strossmayer reste le prototype, Croates et Slovènes s'entraînent aux méthodes parlementaires. Et comme Vienne et Budapest n'ont pas renoncé à conquérir sa faveur, le pays reçoit une magnifique équipement économique, et connaît la prospérité. L'Université d'Agram (l'actuelle Zagreb) est célèbre. Croates et Slovènes n'ont rien à envier aux nations les plus avancées. Mais ils n'en ont pas moins leur patrie reconquise.

Mollement étendue le long de l'Adriatique, longtemps soumise à Venise, qui, tout en l'exploitant l'a soustraite au joug ottoman, la Dalmatie présente une note particulière par l'opposition entre la civilisation avancée de ses cités et la rudesse de ses campagnes.

La Vieille-Serbie, paysanne et militaire, tient le milieu entre ces civilisations de stades très différents. Elle dispose d'un personnel politique et diplomatique éminent, rompu à la pratique des affaires, et à qui ne laissent rien à apprendre les années de lutte durant lesquelles s'est affermie la dynastie des Karageorge et s'est faite la Grande-Serbie. Mais ces luttes, précisément, en les accoutumant à penser serbe, les gênent dans l'intelligence des aspirations de leurs nouveaux compatriotes, dont l'afflux a triplé la population de l'Etat. Dans la pensée et la volonté d'Alexandre,

ce n'est pas d'une Grande-Serbie qu'il s'agit, mais d'une Yougoslavie où tous auront leur place. Il en donne une première marque lorsqu'il se sépare, avec douleur, du vieux M. Pachitch, l'illustre patriote dont la part fut si grande dans la fondation du nouvel État.

La différence des religions s'ajoute à celle des cultures. Les Croates et Slovènes sont pour la plupart catholiques romains, les Serbes et les Macédoniens sans presque aucune exception orthodoxes, les Musulmans sont nombreux en Bosnie et en Macédoine. Cependant, il n'y aura point là de difficulté majeure, et aucun trouble grave ne sera, de ce chef, apporté à la vie de l'État.

* * *

J'ai rappelé, un peu longuement peut-être, ces caractéristiques du jeune royaume S. C. S. pour vous montrer quelle sagesse et quelle fermeté il fallait pour en affermir les bases et en sceller l'unité. Mais la nation yougoslave, divisée sur tant de points, restait unanime dans son patriotisme. En s'adressant à son cœur et à sa volonté de vivre, le roi Alexandre était assuré de triompher.

Unité ou fédération, centralisation ou autonomie des diverses provinces : en dix ans, quarante-quatre ministères vont s'user dans ces disputes. La subdivision de la Skouptchina en vingt et un partis aggrave encore le byzantinisme des discussions parlementaires. Les grands intérêts nationaux sont négligés; les querelles provinciales, les plus aiguës de toutes, sont au premier plan des préoccupations. Tandis que les questions personnelles prennent de plus en plus d'importance, que chaque parti cherche à imposer à la nation sa dictature, la mortalité infantile décime le pays, et les familles des soldats morts pour la patrie sont laissées à l'abandon.

La nervosité du Parlement en vint au point qu'un député monténégrin répondit à une interpellation en déchargeant son revolver sur l'assemblée : deux députés furent tués, un troisième, le leader croate Raditch, blessé mortellement. Après avoir appelé au pouvoir, dans un large effort de conciliation, le chef catholique slovène Mgr Korochetz, et avoir enregistré l'échec de cette tentative, le roi décida de sauver le pays, arrivé au bord de la guerre civile.

C'est un acte courageux que celui par lequel un souverain constitutionnel renonce à son irresponsabilité et déclare en prenant la totalité du pouvoir qu'il est seul comptable de ses actes, et « qu'en cas de nécessité comme en cas d'insuccès, c'est lui et lui seul qui est en cause ». En ces propres termes parla Alexandre le 6 janvier 1929 lorsqu'il renvoya le Parlement et en appela à la nation.

Celle-ci lui fit confiance. Il était le vrai fondateur de la patrie, celui qu'on avait vu sur les champs de bataille, et qui avait donné la paix glorieuse. Ce qu'il faisait était bien fait.

En quatre ans, le pays fut transformé. Le nom de Yougoslavie remplaça celui des trois peuples frères : symbole de la fusion intime de toutes les races et de toutes les civilisations du royaume. Les noms des anciennes provinces disparurent : des banovines aux dénominations nouvelles, véritables unités géographiques et économiques, furent créées, abolissant les limites traditionnelles, tout en décentralisant l'administration. La lutte contre les épidémies fut entreprise avec vigueur, les écoles multipliées. Sous la main vigoureuse du roi, la Yougoslavie, débarrassée de ses querelles intestines, prit un magnifique essor. Mais cette main demeurait paternelle : le roi n'avait eu recours à la dictature que comme un à remède qu'on cesse d'administrer aussitôt le malade guéri. Dès 1931, il promulgue une Constitution établie selon les principes généraux en usage dans la plupart des monarchies constitutionnelles : Chambre et Sénat, Conseil de banovines, suffrage universel. Une explosion d'enthousiasme salua cet acte du prince. Il avait affirmé sa volonté, et après avoir sauvé une seconde fois son pays,

en s'exposant lui-même, il lui témoignait sa confiance en l'appelant de nouveau à partager le pouvoir.

On peut dire aujourd'hui, à la lumière des faits, que la dictature royale, en prouvant le courage et le génie d'Alexandre, a puissamment resserré la nation autour du roi et de la dynastie.

Mais pour réaliser cette grande œuvre de l'unification du royaume, au milieu de tant de dissensions intestines, il était indispensable que la paix extérieure fût assurée. Le roi ne négligea rien pour y aboutir. Roi d'un peuple de soldats, il donne tous ses soins à son armée, crée une marine. Il savait que le droit ne prévaut qu'appuyé sur la force; le souvenir des exploits des régiments serbes inspirait déjà le respect de l'armée yougoslave : il voulut que l'armement et l'équipement de ces magnifiques troupes répondissent à leur héroïque moral.

* * *

Appuyé sur son peuple militaire, il put se donner tout entier à l'action diplomatique. Son honnêteté profonde lui fit toujours professer que le respect des traités devait être à la base des rapports entre les États. A la Société des Nations comme dans le bassin danubien et dans la péninsule balkanique, la Yougoslavie s'opposa toujours à tout remaniement territorial. Non sans mérite d'ailleurs, car toutes ses aspirations n'avaient pas été satisfaites, et le sentiment de sa force aurait pu lui en faire désirer l'emploi.

La fondation de la Petite-Entente, en associant la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie et la Roumanie, avait déjà opposé une première barrière aux essais de bouleversement des traités. Ainsi était née une nouvelle grande puissance, diplomatique et militaire, capable de traiter d'égale à égale avec n'importe quelle autre. Le roi voulut aller plus loin encore dans la voie de la paix.

La Grande Guerre était née des Balkans. C'est là qu'il fallait implanter le calme et assurer la tranquillité. Les efforts personnels du roi se dirigèrent donc vers les puissances balkaniques, et en premier lieu vers l'antique ennemi musulman. Le Ghazi Mustapha Khemal, avec son grand sens politique, sut comprendre la haute pensée d'Alexandre, et un pacte d'amitié et de non-agression fut signé entre la Yougoslavie et la Turquie, effaçant toute ancienne rancune. Cet exemple fut suivi, et aujourd'hui le pacte balkanique assure l'ordre territorial actuel des frontières entre Yougoslavie, Turquie, Grèce et Roumanie.

Le roi voulait mieux : il fallait amener la Bulgarie, si durement blessée dans deux guerres, à reconnaître franchement l'état des choses. Ni dans la visite du roi Boris à Belgrade, ni dans celle que lui-même fit à Sofia, il ne put obtenir l'adhésion du gouvernement bulgare au pacte balkanique. Du moins, un rapprochement réel était commencé, que l'avenir sans doute achèverait.

Je n'aurais cependant rien dit sur l'œuvre pacificatrice d'Alexandre si je n'avais pas indiqué les liens qui depuis la guerre ont uni la Yougoslavie à la France. L'alliance scellée sur la côte albanaise et dans les montagnes de Macédoine a persisté, fondée sur une conception commune des devoirs et des droits. Un pacte d'amitié lie les deux peuples; tous deux décidés à maintenir la paix par le respect des traités, tous deux conscients de leur force, et chacun assuré de l'appui de l'autre dans la défense de sa juste cause. Amitié agissante, collaboration confiante, dont on pouvait encore attendre, pour la paix méditerranéenne, de précieux et prochains résultats.

Mais au-dessus des pactes de la diplomatie, et donnant aux signatures leur véritable force, l'élan des deux peuples s'est rencontré dans une commune affection. A la France qui a recueilli ses familles dispersées, refait son armée, et ouvert à ses soldats les portes de la victoire, la Yougoslavie a conservé la plus touchante reconnaissance. Et nous, émus par la bravoure et la ténacité de ce peuple de

héros, nous l'aimons d'avoir su se donner pour roi un soldat de chez nous, le lieutenant Kara, de l'armée de la Loire; dans le fils de ce soldat nous voyons le plus sublime exemple des vertus du Chevalier et du Chef. Des sentiments aussi profonds, aussi fondés sur les besoins du cœur et sur la force des choses sont indestructibles. L'alliance de la France et de la Yougoslavie durera autant que ces deux peuples, — et nous les savons immortels.

En voulant l'atteindre, l'assassin de Marseille l'a cimentée. Le coup qui, sur le sol de France, hélas! a frappé le plus loyal des souverains, a abattu le ministre dont tous les efforts tendaient à resserrer les amitiés anciennes. Aux survivants de maintenir l'œuvre pour laquelle Alexandre et Barthou ont donné leur vie.

* * *

L'année 1934 restera, pour l'histoire, encadrée entre deux catastrophes qui interrompirent brutalement deux grands destins de rois-chevaliers. Placés dans les mêmes circonstances tragiques, Albert de Belgique et Alexandre de Yougoslavie avaient montré, avec la même tranquille bravoure et la même secrète ardeur, que leur âme héroïque était inaccessible aux pires coups du destin. L'invasion submerge leur pays; réfugiés, l'un sur la terre étrangère, l'autre sur l'étroite bande de dune où flotte encore le drapeau national, ils appliquent leur indomptable volonté à la reconstitution de leur armée et à la reconquête de leur pays. Ils ont renvoyé leur gouvernement à l'arrière où il pourra plus calmement et plus utilement remplir sa lourde tâche. Eux, ils restent avec leurs soldats, symboles vivants de la patrie en armes, acharnée à sa délivrance; comme leur armée, ils s'accrochent au sol national, et à la petite villa de La Panne fait pendant, aussitôt qu'une parcelle de terre serbe est reconquise, l'humble baraque de Yelack. Une commune victoire récompensera leur ténacité et leur foi; tous deux, après quatre ans de souffrances et de luttes, reviendront en triomphe dans leur capitale, à la tête de leur armée et parmi les cris d'amour de leur peuple. Et c'est l'orgueil de mon pays que d'avoir vu, derrière Albert rentrant dans Bruxelles comme derrière Alexandre rentrant dans Belgrade, les baïonnettes françaises, témoins de notre alliance, de notre force et de notre fidélité.

Héros en qui un monde étonné admirait les figures modernes de la chevalerie la plus légendaire, véritables pères de leurs patries par eux tirées du tombeau, ces deux souverains disparaissent soudainement à peu de distance l'un de l'autre. Mais alors que l'un avait achevé son œuvre, l'autre tombe en plein travail de reconstitution. Ici, un État centenaire, forme moderne de l'antique nation belge, groupe dans une civilisation commune des peuples dès longtemps unis. Là-bas, de frères séparés durant des siècles, élevés sous des maîtres différents dans des disciplines antagonistes, viennent de se retrouver et n'ont point trop de toute leur affection pour huiler les frottements des débuts de la vie commune. Ici, un roi-soldat, grandi dans les tranchées, relève un roi-soldat à son poste héréditaire de conducteur de peuple. Là-bas, c'est à un enfant de onze ans que le chef assassiné transmet l'épée lourde de ses victoires.

« Conservez la Yougoslavie! » a supplié le roi martyr dans son dernier souffle. Dernier appel du père mourant, qui sent combien il va manquer aux fils nés de ses œuvres.

Unie dans la douleur et la colère autour du cercueil de son roi, la Yougoslavie a répondu. Elle pleure, mais des larmes d'hommes, des larmes de soldats. Le héros de tant de batailles a pu tomber, lâchement assassiné par un vaincu de la dernière campagne: ses ordres subsistent. Pour les exécuter jusqu'au bout, les partis ont oublié leurs disputes; spontanément l'union sacrée des temps d'épreuves s'est formée pour continuer l'œuvre de l'Unificateur. Serbes, Croates et Slovènes, serrés autour de l'enfant-roi qui porte

l'espoir de leur race, ne sont plus que des Yougoslaves qui puisent, dans le malheur de la patrie, des forces nouvelles pour la défendre et l'exalter. Ils ont fait leur la devise qui depuis cent ans est la vôtre, et à qui votre gloire est d'être restés fidèles: « L'Union fait la Force ».

FRANCHET D'ESPEREY,
Maréchal de France,
Voïvode de l'armée yougoslave.

Histoire du dogme catholique

Sous quelle image pourrions-nous figurer le règne de Dieu? disait Jésus à ses disciples. « C'est comme un grain de moutarde, répondait-il, la plus menue des graines qu'on sème dans le jardin; mais une fois levée, elle monte et file droit vers le ciel, et par-dessus les plantes ses voisines elle étend de longs rameaux dans l'ombre desquels les oiseaux trouvent à s'abriter. »

La parole s'est vérifiée pendant dix-neuf siècles, depuis la première Pentecôte. Semé en Palestine, l'Évangile a poussé dans le monde des âmes et des sociétés humaines jusqu'à devenir un arbre aux racines puissantes et aux luxuriantes frondaisons, l'Église catholique, la bien-nommée, dès le début du II^e siècle, de par l'universalité de son expansion.

« Je suis venu pour qu'ils aient la vie, et la vie à profusion », disait encore Jésus. Déjà à ne considérer que son développement externe, dont le type lui est commun avec toutes les institutions des hommes, l'Église catholique est par excellence le lieu du mouvement et de la vie. L'histoire générale de l'Église en est une impressionnante démonstration. Mais le grand corps catholique ne donnerait pas à l'historien des formes religieuses pareille impression de vitalité, si la vie ne circulait pas dans chacun de ses organes et n'animait pas chacune de ses fonctions. La pensée et les institutions, la liturgie et le culte, l'ascétisme et la mystique, l'art, tout cela est marqué, dans l'Église catholique, du signe de la vie et de la croissance organique. Dans l'histoire de la pensée chrétienne, voyons quelle a été jusqu'à nos jours la vie du dogme catholique.

PRÉLIMINAIRES :
L'EXPLICITATION DES DOGMES

La vie du dogme! N'y a-t-il pas là une association de mots étrangère au langage de l'orthodoxie catholique, puisque l'Église n'a rien de plus à cœur que d'inculquer l'absolue immutabilité de son dogme? N'enseigne-t-elle pas, en reprenant une formule frappée par sa plus antique tradition, que la foi est un dépôt, un trésor de vérités qui lui fut confié par les apôtres, avec la mission de le garder intact, sans l'appauvrir, mais aussi sans l'enrichir? La révélation qui constitue l'objet de la foi catholique, édictait-elle naguère contre les modernistes, est complète depuis les apôtres.

Rien n'est plus vrai. Cependant, la pensée chrétienne n'a jamais méconnu la vie du dogme. Tout en professant que l'époque apostolique, ce temps de la plénitude célébré par saint Paul, avait livré aux hommes la révélation définitive, elle a toujours cru que la pédagogie divine qui avait progressivement instruit les géné-

rations juives de l'Ancien Testament restait en action au sein de l'Église chrétienne pour parfaire l'enseignement que Jésus avait dispensé aux siens. Comme Jésus avait dit dans l'Évangile : « J'ai encore bien des choses à vous dire, mais vous êtes maintenant incapables de les porter; quand viendra l'Esprit de vérité, il vous introduira dans toute la vérité », la tradition catholique remarqua cet avertissement, et, par delà les apôtres qui l'avaient entendu, elle l'appliqua à l'Église, héritière de leur mission.

Ainsi pense, par exemple, dans l'Église grecque, un saint Grégoire de Nazianze († 389), disciple fidèle des maîtres alexandrins du III^e siècle qui n'ont cessé, par la parole et par l'exemple, d'exciter parmi les fidèles le désir de scruter les secrets que Dieu a déposés dans l'Écriture. En un temps où la pleine divinité du Saint-Esprit fait encore difficulté à bien des chrétiens, saint Grégoire, qui la professe ouvertement, invite ses contemporains à admirer la suavité des dispositions providentielles qui conduisent les fidèles de lumière en lumière, et mettent en clair, pour les croyants du IV^e siècle, des vérités discrètement énoncées dans le principe, mais restées jusque-là sans éclat pour la masse des croyants.

Dans l'Église latine, saint Augustin († 430) enseigne que l'Église acquiert au cours des temps, par un travail collectif, la pleine intelligence de sa doctrine. « Les dires des évêques, dit-il, peuvent être corrigés par des évêques plus savants; il arrive que des synodes particuliers redressent l'enseignement de synodes particuliers antérieurs; il se peut même que des conciles pléniers amendent d'autres conciles pléniers, après que, à la faveur d'une certaine expérience des choses, des portes s'ouvrent qui étaient jusque-là fermées à la connaissance de l'Église et des vérités se manifestent qui jusque-là lui étaient celées. » Vers le même temps, Vincent de Lérins († 450), ce moine qui restera le docteur de l'immutabilité du dogme, écrit, dans un ouvrage que citera le concile du Vatican, que le progrès de la religion, entendez celui de la connaissance religieuse, doit atteindre un degré éminent et dans l'Église et dans chacun de ses membres.

Au XII^e siècle, les Grecs, menacés à toutes leurs frontières, recherchent en Occident une alliance politique que les Latins subordonnent à la réalisation de l'unité religieuse; comme ils font difficulté pour accepter les doctrines particulières à l'Occident, les théologiens latins leur expliquent que celles-ci sont un fruit de l'enseignement de l'Esprit, maître et guide souverain des diverses manifestations de la vie ecclésiastique, mais fruit légitime et en un sens sans nouveauté aucune, puisque l'Esprit, qui est l'Esprit de Jésus, s'est borné à instruire l'Église des vérités dont Jésus l'aurait lui-même instruite, n'eût été l'incapacité où elle était alors de les entendre. Plus tard, en dehors de toute préoccupation apologétique, les scolastiques du XIII^e siècle, tels par exemple saint Albert le Grand († 1280) et son disciple saint Thomas d'Aquin († 1274), enseignent que, si le nombre des articles de foi est complet depuis la constitution du symbole par les apôtres, la connaissance de la foi peut néanmoins se développer tous les jours dans l'Église et que, effectivement, le travail des saints l'a sans cesse développée jusqu'à eux. Les théologiens d'après le concile de Trente, artisans de la renaissance de la scolastique, exposeront les mêmes idées sous des formules plus élaborées et plus complexes.

Enfin, pour citer un penseur catholique plus proche de nous, le plus illustre converti du XIX^e siècle, venu à l'Église par le chemin des Pères et de l'histoire, faut-il rappeler que le futur cardinal Newman († 1890) vit s'évanouir ses derniers doutes lorsqu'il reconnut que la loi de la vie et du mouvement régissait le dogme catholique aussi bien et aussi légitimement que la loi de la stabilité? « Aller à fond en histoire, écrivait-il, c'est cesser d'ajouter créance au protestantisme. » Pourtant, il avait conclu, de ses études sur la foi de l'Église ancienne à la Trinité, que la doctrine de nombre

d'écrivains des trois premiers siècles devait être bénignement interprétée, d'après l'enseignement des âges suivants, pour être trouvée d'accord avec l'orthodoxie catholique; mais il avait constaté que « la conduite des papes, des conciles et des Pères montre un corps de croyances s'assimilant lentement, douloureusement, anxieusement », la pleine possession de la vérité.

Cette chaîne de textes, empruntée à la tradition théologique catholique, montre assez comment l'Église accorde entre eux les deux principes, en apparence opposés, de la stabilité et de la vie du dogme, et de quel genre de progrès elle admet que celui-ci soit susceptible. Entre le premier et le dernier état de son dogme, l'Église reconnaît une identité foncière; de l'un à l'autre, il n'y a pas eu accroissement du fonds lui-même, mais simplement progrès dans l'intelligence de ce fonds et dans la proposition à la foi des divers éléments qui le composent. En d'autres termes, la somme des vérités que le magistère ecclésiastique impose aujourd'hui à la stricte croyance des fidèles, — car c'est cela, le dogme, qu'il faut distinguer de la doctrine, terme plus compréhensif, et de la théologie, qui l'est encore bien davantage, — est rigoureusement égale au dépôt constitué par les apôtres au I^{er} siècle; le progrès réalisé par les âges chrétiens n'a fait que détailler des richesses livrées et possédées dès le début, ou encore, pour user enfin du terme technique, repris à la langue théologique du XIII^e siècle, à expliciter l'implicite.

* * *

Éclairée par l'Esprit-Saint qui la guide, l'Église infallible a donc procédé, au cours des âges, suivant que la condition des temps et des choses l'y invitait, comme dit le concile du Vatican, à l'inventaire des richesses doctrinales serrées dans les deux sources de sa foi, les Saintes Écritures et les traditions apostoliques. Les théologiens se demandent si l'élan de la piété et une sorte d'impulsion mystique qui atteindrait d'instinct, par une sorte de capacité connaturelle à la foi, le sens profond de la vérité révélée, ont eu plus de part à la laborieuse définition des dogmes que le raisonnement spéculatif qui procède à l'analyse métaphysique des notions. L'historien leur abandonne ce problème pour s'attacher à décrire les phases successives de l'explication du dépôt de la foi. Il recherche en quels temps, à quelles occasions et à travers quelles péripéties l'Église a défini chacun de ses dogmes; en d'autres termes, il étudie comment, mise en face de problèmes théoriques et pratiques soulevés par le désir de savoir, par les nécessités de la vie ecclésiastique ou encore par son contact avec les institutions, les sciences et les philosophies humaines, l'Église a finalement pris position, sous référence aux principes immuables de sa révélation.

La tâche de l'historien des dogmes est aussi complexe qu'étendue. Il ne s'agit pourtant pas ici de faire complet ou détaillé, mais seulement de faire voir les principes qui ont conditionné le dégagement des grands dogmes catholiques et de marquer les principales étapes de leur explicitation.

Aux tournants de ce rapide exposé, on rencontrera des figures saillantes, les hérétiques et les docteurs de l'Église, ou encore ces événements marquants que sont les conciles, assemblées où la chrétienté entière était représentée, ou, plus simplement, synodes particuliers dont les résolutions firent loi dans la suite par l'approbation que leur donnèrent l'Église universelle et les papes. Ce sont comme les points de repère de l'histoire des dogmes. Il importe de les apprécier exactement.

« Les hérésies, dit saint Augustin, n'ont pas été suscitées par des hommes médiocres », et au jugement de Newman, elles font connaître, à chaque siècle, la mesure de l'état intellectuel de l'Église et la marche de la théologie. Dans le fait, parmi ces hommes dont le portrait a passé à l'histoire marqué du signe infamant de l'héré-

sie, s'il en est qui se sont insurgés contre des vérités déjà assurées, d'autres n'ont fait que poser à l'Église des questions auxquelles jusque-là une réponse autorisée n'avait pas été donnée; leur tort à ceux-ci ne commença qu'avec leur refus de recevoir celle qui leur fut signifiée. Saint Augustin l'explique clairement à propos des donatistes: « Ces dissidents, dit-il, n'ont plus le droit, au V^e siècle, après que l'Église a pris position dans la controverse baptismale, de soutenir des erreurs proches des idées défendues par saint Cyprien un siècle et demi plus tôt »; plus près de nous, l'opposition à l'infailibilité pontificale ne devint une hérésie que lorsque ce qui n'était qu'une doctrine fut devenu un dogme par la définition du concile du Vatican. Les hérétiques de l'histoire ne furent donc pas toujours des incarnations totales de l'erreur ou de la mauvaise foi. Les passions de la polémique, ou simplement l'ignorance, ont parfois trop lourdement chargé leur mémoire; plus d'un, même, qui était mort dans la paix de l'Église, fut anathématisé par les siècles postérieurs; susceptible à l'excès sur l'article de la foi, la conscience chrétienne les engloba dans la réprobation dont elle couvrait ceux qui s'autorisaient de leur nom pour soutenir des erreurs désormais caractérisées. Nous n'avons pas à reviser le procès de ces coupables, ou de ces infortunés; le type d'erreur dont ils sont en tout cas restés le symbole importe plus à notre présent dessein que l'exacte reconstitution de leur pensée.

Pareillement, la vénération dont l'Église entoure ceux qu'elle appelle ses Pères et ses Docteurs ne lui a jamais fait identifier à sa foi le tout de leurs doctrines; il lui suffit qu'ils aient contribué par leur science et la constance de leur foi à mettre en lumière un des aspects de sa vérité. Quant aux conciles, ils n'ont pas toujours apporté une solution complète aux questions qui leur étaient déferées; il reste cependant que les définitions des conciles œcuméniques furent des acquisitions définitives. En cela réside la signification historique des uns et des autres.

L'ordonnance générale de notre exposé suivra dans la mesure du possible l'ordre chronologique des principaux conciles, surtout des conciles œcuméniques. Le nom de chacun d'eux est associé pour l'historien à la définition d'une doctrine déterminée; qu'on ne perde toutefois pas de vue que la réflexion des chrétiens s'est souvent exercée sur bien des problèmes à la fois et que les décisions des conciles sanctionnent à l'ordinaire le travail de plusieurs siècles. L'histoire doit bien, pour s'exposer, fractionner le continu, distinguer le complexe, assigner des dates, citer des vedettes. Le lecteur n'oubliera pas qu'il y a là une bonne mesure d'artifice, car, plus peut-être que pour toute autre chose, il en va de la maturation des définitions dogmatiques comme de la croissance secrète du blé de la parabole: « Il en est du règne de Dieu comme d'un homme qui jette en terre de la semence: il dort et se lève, la nuit et le jour, et la semence germe et grandit sans qu'il sache comment. Car d'elle-même la terre produit, d'abord une herbe, puis l'épi, puis du blé plein l'épi; et quand le fruit est mûr, aussitôt on y met la faucille, parce que la moisson est à point. »

I. — LA VALEUR DU JUDAÏSME

La première tâche qui s'imposa à la pensée chrétienne fut d'apprécier ce qu'il fallait retenir du judaïsme.

Le christianisme était né juif. Le Christ était un Juif; les Douze, qu'il avait distingués parmi ses premiers disciples pour en faire les porteurs attitrés de son message, étaient des Juifs de Palestine; Paul de Tarse, l'agent le plus actif de la diffusion de l'Évangile au I^{er} siècle, était un Juif de la Dispersion. La religion de l'Évangile devait-elle répudier entièrement ses origines? Devait-elle au contraire s'y attacher comme à une valeur absolue et faire du christianisme une sorte de superjudaïsme qui dépasserait le judaïsme en le conservant? La question pouvait se poser, car si

Jésus avait annoncé que beaucoup viendraient de l'Orient et de l'Occident s'asseoir au festin avec Abraham, Isaac et Jacob, il avait d'autre part proclamé que pas un iota ni un trait de la Loi ne passerait jusqu'à ce que passassent le ciel et la terre, et tout en mettant les siens en garde contre les exemples venus des Scribes et des Pharisiens, il avait prescrit d'observer tout ce que commandaient ceux qui étaient assis dans la chaire de Moïse. Alternative où le choix engageait l'avenir de façon décisive! Se désolidariser entièrement du judaïsme, c'était s'enlever le prestige du passé et rompre avec une expérience religieuse qui s'était avérée supérieure et féconde. Assujettir à la circoncision et à la masse des observances mosaïques tous ceux, même les païens, cette réserve inépuisable offerte à l'expansion de l'Évangile, qui, séduits par le message du Christ, voudraient lui donner leur foi, c'était s'enliser dans un particularisme démodé et s'interdire, en pratique, de conquérir ceux de l'Orient et de l'Occident dont avait parlé Jésus.

Restait une solution mitoyenne qui s'inspirerait d'une autre parole du maître: « Je ne suis pas venu détruire la Loi, mais l'accomplir et la parfaire »: déclarer périmées les observances cérémonielles du judaïsme pour ne retenir de celui-ci que sa doctrine théologique et morale, le monothéisme moral des livres juifs. C'était la solution libératrice et féconde: l'impérissable honneur revient à saint Paul d'avoir assuré son triomphe. Le concile apostolique de Jérusalem, vers l'an 49, constata que, la grâce du Seigneur Jésus-Christ étant désormais le vrai principe du salut, il n'y avait pas lieu d'inquiéter les convertis de la gentilité en leur imposant un joug que le judaïsme lui-même n'avait pu porter; Dieu, d'ailleurs, ne leur avait-il pas accordé, tout comme aux croyants d'entre les Juifs, les dons visibles de l'Esprit? Le principe, cher à saint Paul, de la liberté chrétienne fut donc acquis assez tôt au corps officiel des doctrines de l'Église. Il mit plus longtemps à inspirer entièrement la pratique, — le concile de Jérusalem avait mis lui-même quelques réserves à son application, — et à développer tous ses fruits.

L'histoire des deux premiers siècles est pleine de l'opposition que firent à la solution catholique les partisans de deux théories extrêmes: l'hérésie des judaïsants et celle du gnosticisme marcionite. En les combattant les docteurs catholiques achevèrent de définir la part de valeur permanente qui revenait au judaïsme dans les perspectives chrétiennes et à fixer les règles suivant lesquelles il serait admis au service de l'Évangile.

L'Évangile ayant gagné ses premières recrues parmi les Juifs, il était assez naturel, que, des deux erreurs, l'hérésie judaïsante apparût la première. Dans les communautés palestiniennes, le parti aura la vie tenace qui travaille à maintenir au sein du christianisme les observances juives. C'est lui qui dépêche sur les traces de saint Paul ces faux frères que l'apôtre stigmatise dans ses lettres. Au début du II^e siècle, saint Ignace d'Antioche rencontre des judaïsants dans les églises d'Asie Mineure. Le futur martyr leur fait voir qu'il faut n'avoir rien compris à l'Évangile pour vivre encore à la juive, et il leur enseigne à concilier la foi du Christ avec l'attachement aux prophètes juifs. « Ceux-ci, dit-il, ne furent que les serviteurs de l'Évangile; ils furent les premiers à le prêcher, mais, tout comme les chrétiens, ils en ont vécu eux aussi. » Tel est l'argument que les docteurs feront valoir, pendant plusieurs siècles encore, contre les sectes, de plus en plus isolées et stériles, qui continueront à se réclamer du principe judaïsant.

Le marcionisme, recruté au II^e siècle dans le vaste monde hellénique progressivement pénétré par le christianisme, est un mouvement d'une autre envergure. D'origine asiatique, Marcion vient à Rome vers 138 et y propose une doctrine qui le fait chasser de l'Église. Révolté, il connaît le succès, car il réussit à dresser devant la grande Église une Église à lui, dont il deviendra le saint et le docteur. Il y aura des marcionites dans tout le monde médi-

terranéen du II^e siècle et au commencement du III^e. Mais les années de splendeur ne se prolongent pas. En Occident, le recul du marcionisme s'accuse, au plus tard, dès après 250; le manichéisme naissant recueillera ses derniers fidèles. En Orient, l'hérésie aura la vie plus longue. La Syrie, notamment, lui offrira un refuge assuré; au V^e siècle, le zèle de Théodore de Cyr († vers 457) trouvera encore des villages marcionites à convertir dans la région de l'Euphrate.

* * *

Qu'était donc cette doctrine qui séduisit tant de croyants au II^e siècle? Marcion prenait le contrepied de l'erreur judaïsante. Le christianisme, complètement original selon lui, ne s'accommode d'aucun reste de judaïsme : le Christ a averti les siens de ne pas verser le vin nouveau dans les vieilles outres, et l'opposition est absolue que saint Paul établit entre l'Évangile et la Loi, entre le régime du salut par la grâce de Jésus-Christ et le système juif du salut par l'accomplissement des œuvres de la Loi. Mais Pierre et les Douze, continue Marcion, ont trahi l'Évangile; ils en ont éterné la vertu en le mêlant à la Loi; une immense conspiration contre la vérité, active dès la mort du Christ, a paralysé l'œuvre du Maître; il faut lui rendre sa pureté primitive. Marcion rejette donc en bloc les Écritures des Juifs, et avec elles les Évangiles de Mathieu, de Marc et de Jean, qui sont des faux; il ne conserve que celui de Luc et une série de lettres pauliniennes, non sans les avoir au préalable expurgées de tout ce que des faussaires, prétend-il, y ont glissé. Sur ces bases il élabore une doctrine aussi étrangère que possible à la tradition catholique des Églises, puisqu'elle admet deux dieux, opposés l'un à l'autre, le Créateur, Dieu des Juifs, et le Dieu de l'Évangile, Père de Jésus-Christ. Retenons seulement du marcionisme son hostilité totale au judaïsme.

Le radicalisme de Marcion souleva dans l'Église une énergique réprobation. Les docteurs catholiques des années 150 à 250, saint Irénée de Lyon et Tertullien en Occident, Clément d'Alexandrie et Origène en Orient, soutinrent que les deux économies, juive et chrétienne, se succédaient dans les desseins divins comme la réalisation fait suite à l'annonce qui en a été faite et comme la perfection prend la place des préparations originelles. En une formule qui résume leur doctrine à tous, Clément d'Alexandrie célèbre l'accord des deux révélations, l'unité des deux alliances, ou plutôt, dit-il, l'unique alliance de salut, donnée par un seul Dieu et par l'intermédiaire d'un seul Seigneur, qui s'étend depuis la constitution du monde jusqu'aux âges chrétiens, toujours la même, à travers la diversité des temps et la succession des générations. C'était en somme, mais autrement tournée, la réponse déjà faite aux judaïsants : l'Ancien Testament, préparation providentielle et annonce prophétique du christianisme. Il n'est que cela, avait-on dit aux judaïsants; il est tout cela, disait-on maintenant aux marcionites. En faisant face à deux thèses extrêmes, l'Église avait trouvé l'occasion de définir nettement son attitude vis-à-vis du judaïsme.

Tout en émondant le judaïsme de ses particularismes désuets, l'Église lui conservait une valeur religieuse et le prenait à son service. Cette attitude eut d'importantes conséquences. Interprétées dans leur totalité comme une annonce prophétique du christianisme, les Écritures juives devinrent le meilleur arsenal de preuves qui pussent accréditer l'Évangile auprès des âmes religieuses. « Le Christ y est caché, dira saint Irénée, comme le trésor était enfoui dans le champ de la parabole »; les apologistes du II^e siècle y puiseront à pleines mains les éléments de leurs démonstrations : on mettra par exemple en circulation des *Extraits* — c'est le titre d'un ouvrage de Méliton de Sardes, sur la fin du II^e siècle — « touchant le Sauveur et tous les points de notre

foi », empruntés à la Loi et aux prophètes. En outre, les livres sacrés des Juifs, après avoir été les seuls livres sacrés des chrétiens serviront de modèle à la formation d'une collection parallèle, mais composée cette fois de livres écrits par des chrétiens, le Nouveau Testament. Vu la place tenue dans l'économie du système catholique par le principe scripturaire et par la doctrine de la canonicité et de l'inspiration des livres saints, il serait difficile d'exagérer l'importance que revêtit pour le dogme la conservation de l'Ancien Testament par l'Église du I^{er} siècle.

Notons cependant que si le christianisme retint le principe d'un canon de l'Ancien Testament, l'extension concrète de ce canon souleva des difficultés que l'Église ne se pressa pas de résoudre. L'Église chrétienne avait adopté la bible grecque des Juifs d'Alexandrie, laquelle avait accueilli, probablement d'ailleurs sans leur accorder la même autorité, un plus grand nombre d'écrits que la bible hébraïque des Juifs de Palestine. Ces livres de surnombre — ils devaient recevoir au XVI^e siècle le nom de deutérocanoniques — eurent quelque peine à se faire reconnaître une autorité et une dignité de tous points égales aux premiers. Les Pères grecs les exclurent régulièrement du canon pour les maintenir au rang plus modeste de livres d'édification; en Occident, l'opposition tranchée que leur marqua saint Jérôme à la fin du IV^e siècle les desservit pendant tout le moyen âge. Saisi de la question au XVI^e siècle, le concile de Trente se confina dans une solution mitoyenne : il les énuméra conjointement avec les autres dans sa liste des livres canoniques, en se prévalant de l'usage séculaire de l'Église latine; mais il fut expressément entendu que le décret du concile laissait néanmoins « dans l'état où les Pères l'avaient livrée » la question de la « différence » entre les livres. Tous ces scrupules sont tombés à l'époque moderne : écrits sous la même inspiration du Saint-Esprit, protocanoniques et deutérocanoniques de l'Ancien Testament s'imposent aujourd'hui à la foi chrétienne avec une égale autorité.

II. — LA TRADITION APOSTOLIQUE

« Le Nouveau Testament est latent dans l'Ancien, l'Ancien s'éclaire par le Nouveau », dira saint Augustin. Issu du sol juif, l'Église chrétienne puisa sans compter aux richesses spirituelles des Écritures juives, où elle retrouvait des prophéties qui l'annonçaient et des types qui la préfiguraient. L'Ancien Testament devait toujours rester pour elle une source de sa foi. Mais source nécessairement secondaire, parce qu'il ne représentait qu'une économie préparatoire. C'est du Christ, porteur de la révélation définitive, que se réclamaient avant tout les chrétiens. Mais quelle était la doctrine du Christ, et comment s'assurer qu'on la possédait dans l'éclat de sa pureté? La question devenait plus pressante à mesure qu'on s'éloignait des origines. Ce second problème, celui du lieu de la tradition chrétienne, reçut sa solution dans le temps que l'Église prenait parti sur la question du judaïsme.

L'invitation à se prononcer vint successivement de la richesse même des dons spirituels accordés aux communautés primitives, et des premiers essais de donner du christianisme une version conforme aux philosophies du temps.

Les dons de l'Esprit, qui font des chrétiens autant d'inspirés, tiennent une large place dans les communautés de la gentilité. « Quoi donc, frères! s'écrie saint Paul, dans la première aux Corinthiens, quand vous vous réunissez, tout le monde a quelque chose, qui un psaume, qui un enseignement, qui une révélation, qui un discours en langues, qui une interprétation. Que tout se passe pour l'édification! Si on parle en langues, qu'on se contente de deux, de trois tout au plus, et à tour de rôle, et que quelqu'un interprète... Pour les prophètes, que deux ou trois parlent et que les autres jugent. Si quelqu'un d'autre qui se trouve assis est favorisé d'une révélation, que le premier se taise. Car vous pouvez tous

prophétiser à tour de rôle, pour que tous s'instruisent et soient encouragés. Les esprits des prophètes sont soumis aux prophètes. Car Dieu n'est pas un Dieu de désordre, mais de paix! »

Le texte est assez suggestif. Il peint la situation à Corinthe vers l'an 55. Une cinquantaine d'années plus tard, sans doute, et vraisemblablement dans un milieu syrien, la *Doctrine des Apôtres* connaît des charismatiques itinérants : ils vont de communauté en communauté porter les messages de l'Esprit. Vers le milieu du II^e siècle, le *Pasteur* d'Herma, un document romain, décrit de façon vivante et actuelle l'action des prophètes chrétiens dans les assemblées des fidèles. Enfin, vers l'an 170, en Asie, et dans une moindre mesure en Occident, où le mouvement séduira le génie d'un Tertullien († vers 220), les sectateurs de Montan s'enflamment à la prédication des prophétesses qui leur apportent les révélations définitives du Paraclet, accommodées à la fin d'un monde prêt à passer. L'Esprit qui continuait ainsi à dispenser ses communications aux Églises avait-il donc autorité pour enrichir la doctrine des origines?

Dans le monde grec, où le christianisme prend son essor, la gnose (en grec : *gnosis* = connaissance) est la formule religieuse à la mode. Elle livre aux parfaits, ses adeptes, les secrets du monde invisible. Dualisme qui oppose le Cosmos, domaine de la matière, siège du mal et principe de souillure, à un Dieu inaccessible relégué dans l'abstrait, et qui imagine entre eux, pour expliquer l'origine du monde et frayer la voie à la rédemption, une hiérarchie sans fin d'entités intermédiaires, dont les révolutions se répercutent dans l'histoire de l'humanité; attente d'une rédemption qui ramènera en Dieu l'étincelle divine qui s'est égarée dans le Cosmos; ascétisme purifiant par où l'âme, évadée de la matière mauvaise, accède à l'extase et au salut; connaissance secrète de ces mystères, qui est déjà par elle-même un élément de rédemption : tel est le bien commun des grands systèmes gnostiques. Ils apparaissent vers 120, nettement constitués, vivent et grandissent jusqu'à la fin du II^e siècle. Alors ils s'effritent, et leurs débris sont rendus à d'autres combinaisons de doctrines.

Rien de chrétien dans tout cela. Mais bientôt les gnostiques rencontrent l'Évangile; ceux qui lui donnent leur foi découvrent en Jésus le médiateur qui assurera leur rédemption. Ils reçoivent le baptême, mais sans dépouiller le vieil homme; au lieu de faire place nette en leur esprit au message de la Croix qui a touché leur cœur, ils installent le Christ au centre de leurs anciennes spéculations. L'Évangile est traduit par eux en termes de gnose; il est si défiguré que l'Église ne le reconnaît pas.

Problème de l'Esprit, surgit des sources mêmes de la vie chrétienne; problème de la gnose, né de la conversion d'un monde engagé dans les prestiges d'une philosophie religieuse de grand style : jamais plus, peut-être, l'Évangile ne courrait de tels périls. Qu'on lâchât la bride aux fantaisies des charismatiques, sa sagesse se muait en folie; qu'on cédât aux séductions de la gnose, elle courrait le perdre dans les flots disparates du syncrétisme. Il fallait endiguer l'Esprit et refréner la gnose. Autour de son dogme, l'Église, avec force et douceur, éleva la solide et compacte barrière de la tradition des apôtres.

Le problème des charismatiques fut tôt résolu avec fermeté. « N'éteignez pas l'Esprit, commande saint Paul aux Thessaloniens, ne méprisez point les prophéties. » Mais il ajoute aussitôt le correctif : « Epreuvez tout, et retenez ce qui est bon! » Quel sera le critère de cette discrimination? Ce qu'il appelle ailleurs « l'analogie de la foi », c'est-à-dire son propre enseignement. « Personne qui parle dans l'Esprit ne dit : Jésus anathème! » : le non-conformisme ne vient donc point de l'Esprit. Par contre, « personne ne dit : Jésus est Seigneur, sans être sous l'influence de l'Esprit » : le véritable Esprit maintient donc ses effusions dans le cadre des enseignements de l'apôtre. C'est même grâce à lui

que Timothée, le disciple de Paul, saura « conserver le dépôt » que lui a confié son maître. Dès le principe, les excès des charismatiques sont donc vinculés d'avance par la règle de la tradition apostolique. L'Esprit, source de créations doctrinales, est l'apanage exclusif des apôtres qui seuls ont reçu du Christ la mission d'enseigner; dans les fidèles, il n'est qu'un instrument de conservation de la doctrine.

* * *

Ces directives très fermes sont mises en pratique dans la *Doctrine des Apôtres*. Au premier rang des règles qu'elle édicte pour discerner le vrai prophète du faux, on lit : « Si quelqu'un vient à vous avec tous ces enseignements qui sont nôtres, recevez-le; mais s'il enseigne autre chose, ne l'écoutez pas! » Elles s'imposent même au montanisme. En Orient, celui-ci n'emploie pas ses prophètes à jeter les bases d'une foi nouvelle, mais seulement à prédire la fin du monde et à exhorter les fidèles aux rigueurs d'un ascétisme proportionné aux affres de la fin. Rallié au mouvement, Tertullien, en Afrique, se porte garant que les prophètes de la secte « ne rejettent pas Jésus-Christ, ne renversent aucun point de la foi ou de l'espérance chrétienne ». « La foi n'a pas besoin de réforme, dit-il, mais seulement les mœurs. » Et encore, si l'on examine de près les textes du docteur africain, la réforme que patronne l'Esprit se borne à urger les principes permanents de la morale chrétienne et à donner aux fidèles la force de les pratiquer; tout au plus exige-t-elle de la constance de leur foi la pratique déclarée de points de discipline que certaines paroles du Christ ou tels conseils de l'apôtre avaient déjà discrètement recommandés.

L'interprétation gnostique de l'Évangile fit courir au dogme chrétien des périls encore plus graves. L'Église y para par une opposition de principe : « Jamais, s'écria-t-elle, les Apôtres n'ont enseigné de telles choses! » Cet argument péremptoire inspire la lutte acharnée qui fut menée sur tous les fronts contre les pervertisseurs de l'Évangile. Irénée († après 190) et Tertullien († vers 220) en Occident, Clément d'Alexandrie († vers 211) et Origène († vers 254) en Orient, s'y distinguèrent chacun à leur manière. L'Église ne devait pas perdre le bénéfice du laborieux effort de ses docteurs. Elle y gagna de mettre pour toujours en relief l'importance décisive qu'avait eue l'âge apostolique pour la constitution de son dogme.

Aux docteurs de l'Occident, le mérite d'avoir réduit en système l'idée de tradition apostolique. « Dieu, exposent-ils, n'a parlé aux hommes que par le Christ, le Christ n'a confié sa doctrine qu'aux apôtres, et ceux-ci, qui ont pu rester sans intelligence sous la parole du Christ, furent rendus parfaits en toute connaissance par les touches secrètes de l'Esprit qui leur fut envoyé à la Pentecôte; alors seulement ils se mirent à prêcher. N'ignorant rien des mystères destinés par Dieu à la connaissance des hommes, les apôtres n'en ont rien caché non plus. Mais où sera-t-on assuré de trouver intacts leurs enseignements? Dans les Églises, dira Tertullien, « qu'ils ont fondées en personne, qu'ils ont eux-mêmes instruites tant de vive voix que par lettres, où leurs chaires président encore à leur place, où on lit leurs lettres authentiques qui rendent encore l'écho de leur voix et mettent sous les yeux la figure de chacun d'eux ». Partout ces Églises se dressent dans le monde, offrant la vérité à ceux qui la veulent regarder. L'unanimité de leur accord, autant que l'Esprit qui les vivifie, garantit la véracité de leur témoignage. Ces idées inspirent les plus belles pages du traité de saint Irénée *Contre les hérésies*, et du fameux libelle de Tertullien intitulé *De la prescription des hérétiques*.

Par delà les spéculations aventureuses du gnosticisme, la critique des docteurs de l'Occident, Irénée et Tertullien, atteint le principe lui-même de la gnose. « Jésus-Christ suffit à notre curiosité, s'écrie Tertullien; nos recherches cessent avec l'Évangile! »

Plus souples et de culture plus raffinée, soucieux aussi de garder au christianisme l'audience de l'esprit grec, les Alexandrins adoptent une autre méthode. Ils accueillent, eux, le principe de la gnose; ils ambitionnent de construire une science de la foi. Clément d'Alexandrie en définit les méthodes; son disciple Origène créera, en les appliquant, la première synthèse théologique du dogme chrétien. Mais leur science à tous deux ne s'alimente pas aux spéculations humaines; elle puise à l'Écriture, voix du Verbe, livres de secrets divins, richesses accumulées par l'Esprit depuis les âges d'antan à l'intention expresse des vrais gnostiques. Ils la lisent avec toutes les ressources des vieilles méthodes allégoriques d'Alexandrie et elle leur révèle des secrets ineffables; sous chaque mot ils soupçonnent un mystère. Par elle ils s'élèvent aux sommets de la gnose, auprès du Verbe qui est en Dieu, et par la grâce de l'intuition mystique ils se reposent dans la contemplation de l'intelligible. Le christianisme qu'ils prêchent n'a donc plus rien à envier aux philosophies religieuses des Grecs, mais leur gnose, à la différence de celle des hérétiques, professe que, parmi les diverses interprétations du christianisme, celle-là seule est croyable « qui ne s'écarte en rien de la tradition apostolique et ecclésiastique » et elle s'impose par conséquent pour première règle de « garder la prédication ecclésiastique livrée par les apôtres, transmise par succession et restée jusqu'à présent dans les Églises ». Tel est le langage d'Origène dans la préface de son livre *Des Principes*. Irénée et Tertullien avaient fait prévaloir sur le terrain de la foi simple le principe de la tradition apostolique; grâce aux Alexandrins il triomphait sur celui de la gnose.

* * *

Matérialisation concrète de la tradition, les écrits des apôtres, ceux qu'ils avaient eux-mêmes composés, ou d'autres qu'ils avaient couverts de leur patronage, furent réunis vers le même temps en une collection de livres sacrés qui prit rang auprès de celle qu'on avait héritée du judaïsme. D'autres écrits avaient primitivement partagé avec eux l'honneur de la lecture publique dans les Églises, mais, quelque crédit qu'on fit à leurs auteurs, la collection nouvelle, ou Nouveau Testament, les rejeta de son sein. Quant à ceux qui y entrèrent pour s'y maintenir, nous pouvons juger, notamment par l'*Histoire ecclésiastique* d'Eusèbe de Césarée († 339), avec quel scrupule on requit leurs lettres d'authenticité; de là naquirent les soupçons qui affectèrent un certain nombre d'entre eux, et une réserve à leur endroit qui ne devait tomber qu'avec le temps.

Ainsi prit corps dans l'Église, avec une fermeté désormais inébranlable, la doctrine du dépôt de la foi. Clos à l'époque apostolique, il a pour témoins d'une part les Écritures des deux Testaments, et de l'autre la prédication vivante des Églises. Ces deux sources de la foi sont de contenu parallèle, mais la première ne cède à la seconde au point de vue fonctionnel, car on ne se dissimule pas qu'il est toujours aisé aux hérétiques d'abuser des Écritures; Irénée et Tertullien, en particulier, le déclarent avec insistance. Aussi, bien que l'enseignement vivant des Églises ne prêche rien d'essentiel qui ne soit en quelque façon dans les Écritures, — les Pères ne présentent-ils pas le symbole, résumé de la foi chrétienne, comme extrait des livres saints? — on lui donne le pas sur la lettre écrite, par elle-même inerte et dont il est seul capable de donner la véritable signification; en édictant qu'il appartient à l'Église « de juger du vrai sens et de l'interprétation des saintes Écritures », le concile de Trente, au XVI^e siècle, proclamera un principe aussi ancien que l'Église. Pour une autre raison encore, la tradition vivante des Églises a le pas sur les Écritures: elle est porteuse de ces traditions apostoliques extra-scripturaires dont les Pères, depuis Tertullien, se plaisent à relever

l'autorité, et que le concile de Trente placera, dans le dépôt apostolique, auprès des « livres écrits ».

En marquant pour jamais son dogme du sceau infrangible de l'apostolicité, l'Église achevait l'œuvre qu'elle avait commencée en précisant ce qu'elle retenait du judaïsme. Elle avait défini les normes de sa croyance. Il lui resterait à en définir le contenu.

RENÉ DRAGUET,
Professeur à l'Université de Louvain.

(A suivre.)

Le chevalier d'Eon

On s'étonnera peut-être qu'un homme d'église mélange les dentelles de son surplis à celles, équivoques, de la dragonne d'Eon. A la vérité, le nouveau livre de Jean-Jacques Brousson, je le dis tout de suite, n'est pas fait pour être lu par tout le monde. Ce n'est pas un ouvrage de patronage. C'est, si l'on veut, de la littérature *in partibus in fidelium*. Mais, ces réserves faites, j'aborderai le sujet avec la bonne foi d'un homme qui ne croit pas qu'on a assaini l'histoire, quand on a brûlé une bibliothèque.

L'énigme du chevalier d'Eon est historique. Pourquoi Louis XV, obligea-t-il un de ses dragons, Bourguignon salé, aux environs de la cinquantaine, blessé plusieurs fois sur les champs de bataille, un jurisconsulte, un diplomate, à s'habiller en femme? Et pourquoi Louis XVI, qui poussa le scrupule jusqu'à la guillotine, réitéra-t-il l'ordre de ce carnaval, qui rappelle, avec ses guimpes, à perpétuité, le Masque de fer? Secret d'État!

Nous laisserons les détails de cet épisode de l'Histoire de France. Nous ne retiendrons de ce chapitre immoral que le moral.

Quand se manifestent de pareilles ambiguïtés, c'est que la foi et les mœurs ont fléchi. C'est que des orages sont nécessaires pour purifier l'air empuanti par des relents de Byzance et de Sodome. La chevalière d'Eon, ou plutôt le chevalier travesti, c'est Chérubin, c'est Faublas, c'est l'équivoque qui va dominer la littérature satanique des XVIII^e et XIX^e siècles. Et c'est M^{lle} de Maupin. Pour renouveler l'éther désolé par de sels sadismes, il va falloir le sang des innocents et le feu de la guerre étrangère et civile.

Il y a les architectures du Très-Haut, et il y a les cauchemars du Très-Bas. Le Créateur attire à lui tout ce qui est noble dans la créature. La Caricature de Dieu met en mouvement les parties basses, infirmes, les putréfactions, les animalités.

Quand éclate le châtement, c'est que les balances éternelles ont marqué le poids de la colère. L'homme, comme au jardin d'Éden, a voulu réformer le plan divin, parfaire la science de Dieu. Aux lois éternelles de la grâce et de l'espèce il a substitué les phantasmes de ses désirs maladifs et de ses imaginations scabreuses. C'est la mentalité des Diderot, des Rousseau, de tous ces sadiques qui ont refait une éthique avec leur lubricité. Au Fils de Dieu, crucifié, ils ont opposé l'homme, glorifié dans ses vices et dans ses sophismes. Ils ont organisé leurs loisirs et leur bibliothèque. Ils ont dit :

« L'heure était barbare avant nous; elle est divine à partir de nous. Nous voilà délivrés des prêtres et des angoisses de la mort. A la cathédrale, nous substituons l'abbaye de Thélème. »

A ce moment, les digues ont rompu. Des philanthropes ont inventé la guillotine. L'Arcadie philosophique a été submergée par des fleuves de sang et de feu. La grande expiation a commencé.

Louis XV, Pompadour, Dubarry, d'Eon, Chérubin, Faublas: images d'opéra-comique et de trumeaux, vignettes de livres éroti-

ques, papillons avant la tempête. Papillons? rectifions : mouches chatoyantes et empoisonnées sur des cadavres faisandés, le cadavre de la France.

Mais, il y a des résurrections miraculeuses au pays de Jeanne d'Arc. Et cet érotisme équivoque va se purifier dans le creuset de l'épopée et du Concordat. Chérubin sera roi de Naples ou de Suède. Et le Pape apportera, dans le Paris de la Pompadour, l'ampoule de saint Remy.

* * *

On me dira : « Que d'homélies et d'envoies pour le chevalier d'Eon! » Je répondrai : « La France est une cathédrale. Il y a des porches, des ogives, des vitraux, des pinacles, des autels. Mais, il y a aussi des gargouilles. Ce sont les verrues. Les philosophes s'imaginent qu'ils ont fauché les lys, qu'ils ont aboli la plus ancienne dynastie, et la plus douce. Ils ne faisaient, dans leur entreprise et leurs ouvrages, que refléter les mœurs antichrétiennes. Ce sont des pistolets et des bombes; ce sont aussi des miroirs. »

Voilà, certes, de bien graves paroles au sujet d'un de ces récits historiques dont les lecteurs de journaux français se montrent de plus en plus friands.

Pourquoi ce goût? A cause de la boue. On se réfugie dans le passé par dégoût du présent. Et l'on a espace dans ces fastes de la France qui semblent imaginés, avec leurs péripéties, par un Alexandre Dumas, le père. Ce qui fait l'attrait de ce pays, c'est le romantique de son histoire. La France est toujours en péril. Mais, quand les autres nations envieuses la croient morte, elle rebondit hors du sépulchre.

Un personnage sort réhabilité de ce film, qui allie à la fois le rococo des tapisseries Louis XV aux actualités policières, l'œil-de-bœuf et l'œil de vache : c'est le susdit Louis XV. Ce roi, assez nonchalant pour les affaires intérieures, est très vigilant pour la politique étrangère. Là, ni les Dubarry, ni les Pompadour ne purent mettre leur nez mutin. Lui seul écrit, appointe, séduit, corrompt. A un degré inouï, il possède le don qui a le plus manqué à ceux qui firent le traité de Versailles : le don de prévision.

Le chevalier d'Eon fut, en habits féminins, son ambassadeur immoral. Par lui, il espionna les Cours de Prusse, d'Angleterre et de Russie. Par lui, il se joua des puissances rivales et sema des traquenards sous les pas de ses ennemis.

* * *

C'est une épreuve redoutable que celle du récit historique. Les grands journaux, quotidiens et hebdomadaires, cherchent des chroniqueurs qui réalisent ce tour de force : intéresser le populaire et ne point scandaliser l'élite. Il faut réconcilier les archives et le bistro, la pipelette et Clio. A *Paris-Soir*, il y a M. *** avec ses nègres. Mais quelle nausée quand ce touche-à-tout fait parler les gens de qualité! Les reines et les rois jasant comme des bougnats et des harengères.

Le merveilleux chez Brousson c'est son naturel. Quelque époque qu'il dépeigne, il en rend l'accent, la couleur et la chaleur. Il se fait pardonner la plus flexible et la plus vaste érudition qui soit. Il ne sent jamais le livre, car il n'écrit pas seulement avec sa cervelle, mais avec son cœur. Et voilà en quoi le Secrétaire passe de beaucoup le Maître, trop vanté.

Anatole France, fils d'un bouquiniste du quai Malaquais, glanait des histoires scabreuses et paradoxales sur les rayons de la boutique paternelle. Il avait de la colle. Brousson a de la verve. Les mots, chez lui, sont des carillons, des incantations, des générosités. En nos temps d'exotisme où le peuple le plus riche s'en va chercher des distractions chez les forçats et les Caraïbes, ce Languedocien, de vieille race bénévole, prédicante et catholique, fait reflourir les

Fioretti de Jeanne d'Arc et bafoue les atrocités sanguinaires des nuits jacobines.

Quand Dieu permet à l'Esprit du mal d'animer un polichinelle, il crée un antidote. Sans J.-J. Brousson, hué et applaudi, et qui accorde la même indifférence aux sifflets qu'aux claquements de mains, quel esprit soufflerait sur le jardin de l'érudition française? Le sarcasme de M. Bergeret. Avec lui, c'est tour à tour la colère purificatrice et les effusions de la douce amitié franciscaine.

OMER ENGLEBERT.

En quelques lignes...

Les prêts d'études de la Fondation Universitaire

On connaît le rôle et le fonctionnement de cet organisme d'entraide intellectuelle. Il s'agit de faciliter l'accès de nos établissements d'enseignement supérieur à de jeunes Belges sans fortune. Chaque année, un examen dit « de maturité » fait le tri entre les candidats. Le jury recommande au conseil d'administration de la Fondation ceux et celles qui paraissent les plus idoines à suivre les cours des différentes Facultés. Les prêts varient de 1,000 à 8,000 francs, selon la situation financière et le mérite des intéressés, le lieu de résidence, la nature des études. Les bénéficiaires prennent l'engagement d'honneur de rembourser, à partir de la sixième année qui suit la sortie de l'Université, les sommes qui leur ont permis de concourir à chances égales avec leurs camarades favorisés de la fortune.

L'organisation même de ces prêts d'études a soulevé pas mal de critiques. Les professeurs de l'enseignement moyen, représentés par l'Amicale des Préfets d'athénée, se sont particulièrement attachés à cette besogne de dénigrement. A les suivre, il semblerait que l'épreuve de maturité laisse le champ ouvert aux pires aléas. D'autre part, les sceptiques ne sont pas loin de considérer le remboursement des sommes prêtées comme une aimable plaisanterie, digne des bons A, B, C, « Demain, on rase gratis! » font-ils, haussant les épaules.

Or, M. Jean Willems, le très actif directeur de la Fondation Universitaire, vient de publier, sur la question des prêts d'études, un rapport dont on nous permettra bien de tirer quelques enseignements.

La statistique a parfois du bon

... Et c'est une boutade de n'y voir que la troisième forme du mensonge.

Depuis l'année académique 1919-1920, la Fondation a alloué des prêts pour une somme globale de plus de 12 millions. Cela signifie que 1,800 jeunes gens ont pu poursuivre, grâce à son appui, des études universitaires. A quels milieux sociaux appartiennent ces jeunes gens? Les plus nombreux (37 %) sont fils d'employés ou de fonctionnaires subalternes, 20 % se recrutent dans le monde ouvrier. Il est assez curieux de constater que, pour cette catégorie des artisans et ouvriers, les demandes de prêts se révèlent plus abondantes de 1925 à 1929, période qui correspond à celle des hauts salaires dans l'industrie. Ainsi donc, la baisse des salaires écarterait définitivement de l'enseignement supérieur les fils de prolétaires. Comme le constate M. Willems, « ce n'est qu'en période de prospérité qu'ils pourraient envisager, moyennant un concours

extérieur, de bénéficier du privilège du haut enseignement ».

Pour répondre aux détracteurs de l'examen de maturité, il suffit de faire parler les chiffres. Parmi les titulaires d'un prêt d'études, 7 % seulement ne conquièrent pas de diplôme final. L'argument est sans réplique. Si l'on veut bien considérer maintenant que 78 % des « pupilles » de la Fondation occupent une situation à laquelle leurs études les ont directement préparés, on conviendra qu'il serait outrecuidant de parler d'échec, voire de demi-succès.

4 % — et la proportion est infime — doivent être catalogués, malheureusement, dans la catégorie des « chômeurs intellectuels ». Ce sont, pour la plupart, des ingénieurs.

Quant à la question du remboursement des prêts d'études, les statistiques sont tout à l'honneur de notre jeunesse universitaire. La Fondation, on le répète, s'en remet à l'honneur de chacun : c'est au bénéficiaire qu'il convient de fixer, une fois échu le terme de dix années, les modalités du remboursement. Les premiers prêts venaient à échéance en 1930. Tous ont été remboursés. A l'heure actuelle, la Fondation Universitaire a récupéré plus de 2 1/2 millions, dont un demi-million au cours de l'année 1933-1934, soit en pleine crise économique. Si des remboursements restent momentanément en souffrance, on peut affirmer que les jeunes gens de Belgique ont tenu, presque tous, à faire honneur à leurs engagements. Et cela parle plus haut que les criaileries des Docteurs Tant-Pis.

La population universitaire en Belgique

Restons un instant sur le terrain des chiffres. On s'en va répétant que nos universités sont surpeuplées. Ici encore, la statistique nous aidera à préciser nos idées.

D'une étude très fouillée de M. Lurquin, professeur à l'Université de Bruxelles, il résulte qu'au cours de la période 1914-1931, le nombre d'étudiants, pour un million d'habitants, a augmenté, en Belgique, d'un gros cinquième (23 %). C'est inquiétant.

A la fin de l'année académique 1923-1933, on comptait, dans nos quatre Universités, 11,383 étudiants et étudiantes (contre 8,300 en 1912-1913). L'augmentation de la population ne se vérifie pas à Liège, qui a perdu la moitié de son effectif « étranger ». Bruxelles fait un bond de géant (70 % d'augmentation). Pour Gand et Louvain, l'accroissement est sensiblement parallèle : 37 %. D'ailleurs, l'*Alma Mater* de Louvain, avec une population qui, depuis cinq ans, se tient autour de 4,000, bat nettement le record du nombre.

La promotion de cette année accuse un léger déficit. L'observation a été faite partout. C'est que les Universités commencent à recevoir les générations de la période 1915-1919. Il faut aussi considérer les répercussions douloureuses de ce chômage intellectuel dont il était question tout à l'heure. Les ingénieurs sont les principales victimes de la crise économique. Mais la situation des docteurs en droit n'est guère plus réjouissante. Le temps n'est plus où les avocats devenaient hommes d'affaires, conseils juridiques, administrateurs. La carrière médicale, s'il faut en croire M. Lurquin, offrirait encore quelques débouchés, à condition toutefois que le jeune praticien consente à exercer à la campagne ou dans les bourgs de province. Il nous paraît que cette opinion pêche par excès d'optimisme. Nos Universités forment trop de chirurgiens, de gynécologues, d'oto-rhino-laryngologistes, etc. Quant aux aspirants-professeurs, ils sont nombreux, hélas! qui attendent une nomination dans les cadres de l'enseignement moyen.

Ainsi donc, et sans rien dramatiser, trop d'étudiants décrochent la peau d'âne. Trop d'étudiantes, surtout. Mais ceci est une autre histoire. *Sat prata biberunt.*

La revanche des professeurs

Comme ils ont échoué dans la politique, ils se rattrapent dans la littérature. Les prix de fin d'année — Prix Albert I^{er}, le Goncourt, le Renaudot — récompensent le magister. Cela vaut bien un essai d'explication.

« Les malheurs, dirait un humoriste, arrivent toujours en série. » Il aurait tort. Robert Vivier, Vercel, Louis Francis sont de fort honnêtes écrivains. A tout prendre, la couvée — ou la « cuvée » — 1934 n'est pas à dédaigner. Mais, voilà! Nous manquons de tempéraments. Le génie ne court pas les rues. Et, s'il se présente, il déconcerte.

Le roman, puisqu'il s'agit surtout du roman dans ces sortes d'aventures, subit une crise de stagnation. Les pseudo-nouveautés sont autant de revenez-y. *Folle qui s'ennuie* sacrifie à une mode, la mode populiste, qui ne date ni d'hier, ni d'avant-hier. *Capitaine Conan* s'inspire des *Croix de bois*. *Blanc*, le roman de Louis Francis, est le type du bouquin consciencieux, appliqué et qui applique toutes les recettes. Or, s'il suffit, pour plaire au public, de faire « de la bonne ouvrage », les professeurs sont un peu là!

Les voici, donc, armés de leur équerre, prudents et corrects, habiles de surcroît! Le critique qui sommeille en eux leur dicte des conseils pleins de justesse. Ils savent que le lecteur ne veut pas être bousculé, qu'on peut aller, dans l'audace, jusque là, pas plus loin. C'est une souveraine malice de connaître ainsi ses limites. L'académisme n'est pas mort.

Les crudités de langage du *Capitaine Conan* ne doivent pas nous induire en erreur. Chez les Goncourt, le mot de Cambronne est fort goûté. Mais à condition d'être servi dans toutes les règles, selon l'usage. Parce qu'il faut bien que l'Académie de Léon Daudet ne ressemble point à l'Académie de René Doumic.

... Cependant, les petites élèves de Louis Blanc ont fleuri la chaire de leur professeur de latin. Que tout cela est vertueux, idyllique, bourgeois! Allons! la France est toujours le paradis des rosiers. Et s'il reste des bohèmes, des pêcheurs de lune, des chevaucheurs de fumées, la lanterne de Gérard de Nerval n'étend pas sa potence pour des chiens.

VIENNENT DE PARAÎTRE

Chez Perrin.

ANTONIN EYMIEU.

Le Gouvernement de soi-même,

3^e série : L'art de vouloir.

Un volume de 252 pages : 12 francs français.

MAURICE LAIR.

Jaurès et l'Allemagne.

Un volume de 294 pages : 15 francs français.

Chez Dillen.

G. MORIN.

Bourjade le Papou.

Préface de Roland Dorgelès.

Un volume de 144 pages : 5 francs français.

L'Impératrice

CE DRÔLE DE BONAPARTE

La loi de l'action et de la réaction semble se modifier dans le domaine des événements politiques, de telle façon que la réaction ne se manifeste en pleine force que lorsque l'action, après avoir atteint son but, commence à perdre, en même temps que les idées, sa force agressive. En France, aussi longtemps que la Révolution resta incarnée dans de puissants cerveaux, et dans des volontés, représentant la vie large et pleine de ferments, à la recherche de nouvelles formules, le peu de monarchistes velléitaires qui restaient n'agissaient guère que comme des fantômes dans la nuit. Mais lorsque, malgré tout cela, la République à peine assurée, menaça de passer rapidement des mains des doctrinaires et des héroïques défenseurs des idées dans celles des arrivistes, des hommes désireux de puissance, et des mercantis, il y eut à Paris même un début de réaction bien plus dangereux que la réaction de la Vendée et des Chouans : c'était la réaction des demi-révolutionnaires, qui voyant toute cette corruption, préféraient encore s'arranger avec les gens d'autrefois plus sincères. Ce qui provoqua surtout l'indignation de la masse populaire, indignation dont les royalistes comptaient profiter, ce fut que la Constitution établie par la Convention qui allait bientôt se séparer leur enlevait tout espoir de voir les prochains gouvernements composés intégralement d'hommes nouveaux.

C'est alors que le pouvoir devint en France « une succession de putschs », et si nous insistons particulièrement sur l'un d'entre eux, sur celui du 13 vendémiaire, cela tient aux besoins de notre récit. Si, au cours de cette journée du 3 octobre, il n'y eut pas une complète révolution, cela est l'œuvre de l'homme qui entra par cet acte dans la grande histoire, et qui, rencontrant Joséphine, l'entraîna sans qu'elle y prît garde, sur son chemin.

Lorsque, le 12 vendémiaire, la Convention, menacée par plus des trois quarts des sections de la Garde nationale, eut mis tout son espoir dans le sabre cliquetant du beau Barras, ce dernier sentit soudain, qu'il ne tenait pas tant que cela à la gloire militaire, spécialement en un tel instant, où une fausse manœuvre pouvait lui coûter sa situation, son avenir et même la vie. Au moins fallait-il que ce fût un autre qui prît sur lui la responsabilité d'une mission si glorieuse, qui fût capable de la remplir; il fallait un soldat, un esprit organisateur, qui, à l'aide des quelques milliers d'hommes de troupes à sa disposition, pût tenir tête à des forces bien supérieures. Il n'y avait pas de temps à perdre. On avait proposé plusieurs généraux à Barras. Un nom éveilla chez lui le souvenir d'un jeune homme mince, plutôt petit, avec un visage très pâle et fanatique. Le visage ne plaisait pas à Barras, qui ne pouvait plus souffrir les fanatiques; mais ce petit Corse, il s'appelait Buonaparte, ce jeune homme qui, autrefois, à Toulon, avait établi des batteries avec tant d'adresse, avait l'expression de quelqu'un qui savait ce qu'il voulait, et on avait justement besoin d'une telle personne. Barras le fit venir.

* * *

Bonaparte était né en Corse juste au moment où cette île était devenue française. Lorsque son père eut réussi, après maintes suppliques et visites, à le faire admettre comme boursier à l'École Militaire française, il ne savait pas encore parler français et pendant de longues années il rendit son écriture presque illisible pour dissimuler ses fautes d'orthographe. Gauche et sauvage,

toujours raillé par ces Français raffinés, très pauvre, et ayant toujours l'air de serrer les dents, il avait appris le mensonge par nécessité ou utilité, et avait toujours espéré un « plus tard » qui le dédommagerait. Mais ce « plus tard », avec cette misérable solde de sous-lieutenant, qu'il partageait encore avec un de ses frères plus jeunes, n'était pas préférable au misérable passé. Il n'avait presque pas d'amis, les femmes lui étaient inaccessibles et les seuls bienfaiteurs qui, pendant ces sombres années d'attente, lui donnèrent de la lumière et des joies, les livres, ne pouvaient être acquis qu'au prix de dures privations. Puis il avait espéré réussir dans sa patrie, en Corse. Mais cet espoir de s'élever rapidement dans le désordre qui régnait là-bas avait été vite anéanti, et ce ne fut que lorsque sa famille, menacée de perdre sa petite propriété, dut quitter l'île que Bonaparte décida de bâtir sérieusement sa vie en France. Toulon, à la délivrance de laquelle il avait beaucoup contribué, avait été sa première chance. A vingt-cinq ans il était devenu général de brigade — mais peu de temps après, cela devint un titre sans solde. Il s'était trop rapproché des Jacobins, avait été trop lié avec les frères de Robespierre, et sa fameuse lettre — où il écrivit que s'il avait reconnu le tyran, il l'aurait poignardé — ne lui servit pas à grand'chose. Après sa mise en liberté, il avait erré dans Paris, puis avait enfin pu se faire réengager, mais comme brigadier d'infanterie. Cela ne lui disait rien. Grâce à des requêtes incessantes, pleines de fausses indications, et à des certificats médicaux qu'il avait demandés, il avait fait reculer son départ pour rejoindre son corps, attendant un miracle qui n'arrivait pas. En attendant, il avait trouvé, après s'être donné beaucoup de peine et avoir fait beaucoup de visites, une place au bureau topographique du ministère de la Guerre, où sa solde lui était assurée sans qu'il eût besoin de passer à l'infanterie, et où il put commencer à donner forme à maints rêves qui lui étaient venus pendant son service dans l'armée du Sud-Est, en travaillant un plan de campagne dans l'Italie du Nord. Ce fut alors qu'il reçut l'appel de Barras. C'était peut-être la grande chance! Il demanda à réfléchir. Barras avait les mains tremblantes, comme un joueur qui tient une carte décisive. Bonaparte ne songea pas aux chances de réussite, mais au gain possible. Pauvre, chaste, sobre dans sa nourriture et sa boisson, comme tous les jeunes gens du Sud de race spirituelle, il voyait devant lui ces hommes, Barras, Tallien et toute leur clique, qui avaient fait la Constitution de manière à ce qu'elle leur assurât, sous le couvert de nouveaux noms et titres, l'exercice du pouvoir pour la suite. Il les connaissait bien et se sentait à leur hauteur. Il n'hésita plus.

Puis, ce fut la nuit avant le 13 vendémiaire, puis le 13 vendémiaire lui-même. En une demi-heure, Bonaparte avait reçu toutes les informations. Il y avait là un jeune officier de cavalerie tiré à quatre épingles : il s'appelait Murat et avait encore l'air d'un commis de boutique, ce qu'il avait probablement été. Bonaparte pensa qu'il pourrait rendre service et l'envoya chercher les quarante canons : ceux qui les posséderaient seraient les maîtres de la situation. Et Murat enleva ces canons à la barbe de la Garde nationale qui avançait, et les amena à Paris. Avec une rapidité imprévisible, ils furent mis en batterie et occupèrent quais et ponts. Puis ce fut l'attaque des forces supérieures aux points prévus, la mitraille dans les masses compactes qui revenaient toujours et, brisées, s'enfuyaient, abandonnant des masses de morts. Puis, le désarmement des révoltés, la victoire. Victoire de Barras et de la Convention. L'opinion propre de Napoléon sur ces événements est contenue dans ces mots adressés à son adjudant : « Si ces gaillards (les royalistes) m'avaient mis à leur tête, avec quel plaisir j'aurais fusillé les représentants du peuple! » Mais cette fois, Bonaparte ne fut pas oublié : général de division, d'abord par intérim, puis chef suprême de l'armée intérieure, nommé officiellement, telle fut sa récompense. Il était maintenant installé dans le Palais

du Commandement de la rue Neuve-des-Capucines, il avait voiture et chevaux, des domestiques, des adjudants qui transmettaient ses ordres, il était devenu une force, une puissance. Et dans les mêmes maisons où peu de temps auparavant il venait comme quémendeur honteux, il fut invité avec empressement. Il allait et venait avec Barras, s'asseyait au milieu des belles femmes qu'il avait cru inaccessibles, parlait, essayait même, avec contrainte et nervosité, de faire des plaisanteries, trouvait des auditrices amusées et intéressées, restait au milieu d'elles gauche et comme perdu, aspirait leur parfum, et parlait d'une façon paradoxale.

* * *

Environ dix ans plus tard naquit une légende à laquelle on croit encore aujourd'hui, et que même le principal intéressé, Eugène de Beauharnais, a rapportée dans ses Mémoires. Ce dernier, qui avait alors quinze ans, s'est brodé pour lui-même un héroïque coup de tête d'enfant qui aurait eu pour résultat de mettre en relations Bonaparte et Joséphine. Il raconte ce qu'on lui raconta : après l'insurrection du 13 vendémiaire, on aurait ordonné de désarmer tout le monde et ceux qui cherchaient les armes auraient emporté de la maison de la rue Chantereine le glaive d'Alexandre de Beauharnais. Alors, lui, Eugène, serait allé de son propre chef chez le nouveau commandant en chef et aurait demandé avec des yeux étincelants, ou pleins de larmes, le glaive de son père. Et Bonaparte, — qui était d'ailleurs en réalité un si bon fils — aurait touché, par cet amour filial et par un tel courage, ordonné que l'on rendît immédiatement le glaive. Une visite de remerciements de Joséphine aurait suivi, et cette dernière aurait invité chez elle le jeune général, sur lequel elle aurait produit manifestement une forte impression. Ce qui détruit définitivement cette jolie légende, c'est le fait qu'après le 13 vendémiaire il n'y eut pas de désarmement (et d'ailleurs le désarmement se fut certainement appliqué aux armes à feu et certainement pas à une de ces frêles épées d'officier du temps de la royauté, comme celle que portait Alexandre).

Bonaparte lui-même raconte, de même qu'un nombre de contemporains les plus dignes de foi, qu'il rencontra pour la première fois Joséphine chez Barras. Parmi les récits de cette première rencontre, l'un d'eux décrit les vêtements de Joséphine ce soir-là. Sa robe était en mousseline indienne blanche, dont l'ampleur exagérée entourait son corps d'une façon vaporeuse. Son corsage impertinemment froncé sous la poitrine était retenu sur les épaules par deux têtes de lion en émail noir; les manches courtes et plissées ne cachaient qu'une petite partie de ses beaux bras qui portaient aux articulations des cercles d'or.

Joséphine témoigna au « Sauveur de la Convention », dont elle avait beaucoup entendu parler par Barras et d'autres personnes, un intérêt mêlé à beaucoup d'amusement. « Ce drôle de Bonaparte », comme elle le nomma peu de temps après dans une lettre, était évidemment assez étrange. Non pas qu'il ait pris l'allure d'un parvenu, — à cette époque on s'y serait peu à peu habitué, — mais il y avait vraiment quelque chose de singulier en lui. Cela se voyait déjà à son extérieur : on ne pouvait pas dire s'il était laid ou beau. Puis à ses habits : il n'avait pas l'air encore bien à son aise dans son nouvel uniforme de général de division, pourtant assez bien coupé. Dans la maison de M^{me} Permon, qui lui voulait du bien en tant que compatriote, on l'avait appelé le Chat Botté. Bonaparte étonnait et attirait tout en étant sans cesse un peu ridicule, à cause de sa vivacité sans bornes d'où jaillissaient soudain des idées qui s'exprimaient par des remarques tranchantes, lesquelles auraient pu passer pour très spirituelles, s'il y avait eu quelque humour capable de les rendre supportables et de les faire passer dans la conversation.

Le jeune général fut d'abord enivré par toutes ces femmes. Mais

tandis que tous les hommes autour de lui, dans leur avidité et leur incapacité de concentration, choisissaient chaque fois une seule femme, parce qu'on ne pouvait vraiment pas les avoir toutes d'un seul coup, il était attiré de toutes ses forces vers un type de femme qui représentât toutes les femmes. Il n'était pas gourmand, et il était un débutant dans les choses de l'amour, comme un collégien.

Lorsque le frère aîné, Joseph, avait épousé la fille d'un marchand de savon de Marseille, Clary, Napoléon Bonaparte avait — dès la première rencontre — choisi sa jeune belle-sœur Désirée (qui par la suite, grâce à une autre faveur, devint reine), non pas pour une amourette et pour s'amuser, mais pour le mariage et la vie commune. Bien que l'ayant à demi accepté, on avait pourtant oublié dans de nombreuses séparations ce beau-frère un peu fou et sans avenir. Ici, le jeune Bonaparte, qui était alors général de brigade licencié, avait essayé sa chance avec la première femme dans la maison de laquelle il fut admis à Paris, M^{me} Permon, mère de la future duchesse d'Abrantès. M^{me} Permon, originaire de la Corse, comme lui, prétendant descendre de la race impériale des Comnène, avait été liée d'amitié avec Charles de Bonaparte, le père. Elle se rapprochait d'ailleurs beaucoup plus de l'âge du père que de celui du fils, qui se mit à faire la cour très sérieusement à cette femme, veuve depuis peu de temps; comme à une mère bien-aimée, dans la maison et dans le cercle de vie de laquelle il pourrait, suivant l'usage du clan, devenir le jeune patriarche. Mais après qu'il se vit repoussé, ce besoin de patrie, ce besoin d'amour, sous la forme du désir de se créer une maison et un foyer, se turent pendant longtemps dans la misère et l'attente. Et lorsque ce désir réapparut, il se fixa sur un être féminin qui ne paraît pas plus étonnant comme objet de cette passion, que l'amoureux lui-même n'avait paru étonnant, au début, à cette femme.

Napoléon Bonaparte, pendant les années de Sainte-Hélène, où sa vie était devenue une contemplation du passé, dit de la première rencontre : « Je n'étais pas insensible au charme des femmes, mais jusqu'alors elles ne m'avaient pas gâté et mon caractère me rendait timide devant elles. M^{me} de Beauharnais fut la première qui me donna de l'assurance. Un jour, alors que j'étais assis auprès d'elle, elle me dit des choses flatteuses sur mes talents militaires. Cette louange m'enivra, je me tournai sans cesse vers elle, je la suivis partout... et je tombai passionnément amoureux d'elle. Et notre société devina tout de suite que j'étais loin d'avoir l'audace de le lui dire... »

Joséphine était passablement plus âgée que lui, était devenue veuve d'une façon tragique, et avait des enfants; c'était tout ce qu'il y avait de maternel en elle qui attira le sentiment familial et donquichottesque du jeune homme. Mais elle avait tant d'autres attraits : son jeu toujours changeant de féminité, de molle langueur créole, de vivacité brusque et brillante dans les conversations, de besoin de protection doucement mélancolique de petite fille, et soudain, sa sûreté et son adresse vraiment intimidantes. Et qui donc ne connaît pas l'art des jolies femmes pour dire à chaque homme les gentillesse qui le touchent le plus ?

La ravissante vicomtesse, avec sa douce nonchalance et sa dangereuse gentillesse, captiva ce jeune homme dont beaucoup de personnes parlaient. Elle le fit d'abord sans intention spéciale, un peu pour ainsi dire comme provision, parce qu'elle n'avait vraiment jamais connu un gaillard de cette espèce, et aussi (les motifs se mélangeaient si facilement!), parce que c'était vraiment quelqu'un qui pourrait très bien servir et qui, en attendant ces possibilités, pouvait procurer des masses de petits agréments, comme des loges au théâtre et d'autres choses du même genre. Joséphine n'avait pas soupçonné que le jeune homme fût complètement ignorant des règles si raffinées du jeu de société qu'était l'amour, et qu'il possédât au contraire cette force étonnante de

tout prendre au sérieux qu'ont les animaux, les enfants et les génies. « A Paris, les femmes sont coquettes », écrivit Hoche après la séparation avec Joséphine. Bonaparte, qui avait presque le même âge que lui, appelait, d'un cœur d'enfant bouleversé, cette coquetterie amusée et curieuse, une merveille, et de ses mains avides il cherchait à atteindre la coupe entière, dont, comme presque à tout le monde, on lui avait donné quelques gouttes. Joséphine l'invita à la rue Chantereine, se fit accompagner par lui au théâtre et au bal, et ramener chez elle le soir. Si le service ou une peur brûlante de son désir indomptable le maintenaient quelques jours éloigné d'elle, elle lui envoyait un billet dans lequel, aux blâmes mondains habituels sur son abandon, elle mêlait un petit roucoulement qui achevait d'enflammer le jeune homme. Enfin, une nuit, elle le fit venir dans sa chambre, cette chambre aux meubles de la Guadeloupe recouverte de nankin bleu, aux nombreux miroirs et au grand lit. Pourquoi? Par curiosité? Par bonté, à cause de cet amour sauvage, invraisemblable et peu conforme à l'époque? Par désir d'une aventure qui promettait une petite dose de l'élixir d'amour? Tout simplement par caprice? Ou bien pour s'attacher plus fortement cet homme qui commençait à devenir important? Il est possible que toutes ces raisons aient été la cause de ce geste auquel elle ne fit guère attention, de cet abandon d'une femme sensuelle, qui en une nuit semblable, jette de côté toutes ses petites pensées embrouillées, après avoir placé en sentinelle devant son moi la seule qui rassure : ne pas se livrer.

DE LA RAISON

Les relations entre Joséphine et Bonaparte commencèrent après les événements de vendémiaire, qui firent de lui, qui auparavant n'était qu'un des nombreux jeunes généraux de la République — « quelqu'un qui compte ». Trois semaines plus tard, déjà, Joséphine écrit ce billet à son nouvel ami :

« Vous ne venez plus voir une amie qui vous aime; vous l'avez tout à fait délaissée, vous avez bien tort, car elle vous est tendrement attachée.

» Venez demain septitidi déjeuner avec moi, j'ai besoin de vous voir et de causer avec vous sur vos intérêts.

» Bonsoir, mon ami, je vous embrasse.

» Veuve BEAUHARNAIS. »

Parler de ses intérêts! Quelle dangereuse adresse! Quoi donc peut attirer plus violemment un jeune ambitieux que de pouvoir parler de ses espérances et vœux, des problèmes auxquels il pense et de ses plans, et avoir, attentive et songeuse, devant soi, la femme qu'il aime?

Joséphine avait fort bien arrangé sa vie avec son jeune amoureux passionné. Il travaillait avec acharnement, et cela lui laissait, à elle, du temps pour ses amis, sa maison et ses créanciers. Avec ces derniers les rapports étaient devenus supportables, car Joséphine avait reçu, peu de temps auparavant, une assez grosse somme d'argent de la Martinique; la vie était immédiatement devenue plus gaie et les ambitions avaient grandi. Le jeune amoureux s'était remarquablement bien adapté à tout cela. Et s'il n'avait pas beaucoup d'allure et ne brillait pas, il était en échange — par rapport aux célébrités éphémères — plus que bien vu de tous les Directeurs; et même Carnot, cet homme honnête et désagréablement dur, parlait de lui, à cette époque, sur un ton flatteur. Cela compensait une masse de petits traits bizarres qu'avait le jeune homme. On pouvait bien se montrer en sa compagnie et on la supportait souvent fort bien. Lorsqu'il devenait trop fanfaron ou trop prétentieux, on jouait le rôle de la femme persécutée et sans défense, ce qui l'attendrissait, ou bien on reprenait l'allure de grande dame, ce qui l'intimidait. Bref, tout alla assez bien pen-

dant un certain temps. Mais voilà que soudain il parla de mariage. Joséphine fut d'abord tout, sauf enthousiasmée par cette idée. Pourquoi se marier? Il ne céda pas. Elle commença à demander conseil. Ses amis — et avant tout Barras, qui aurait été content de la savoir établie — lui parlèrent de sa situation incertaine, de ses dettes, de ses enfants privés de leur père, et montrèrent plus ou moins tendrement qu'étant donné son âge, c'était peut-être sa dernière chance. Car ce devait être une chance : bien que le jeune homme n'eût aucune fortune et eût beaucoup de devoirs envers sa nombreuse famille, il était cependant déjà monté si haut dans ses années de jeunesse, grâce à ses dons certainement extraordinaires, qu'on ne pouvait douter d'une longue carrière, et cela spécialement parce que la République, après une courte paix apparente, avait maintenant de plus en plus besoin de généraux capables. Bonaparte avait posé sa candidature au commandement suprême de l'armée d'Italie et pour l'amour de Joséphine, on s'efforceraient bien de transformer cette candidature en certitude.

Tous semblaient s'être mis d'accord pour lui conseiller le mariage, même les vieillards de Fontainebleau. Joséphine s'était attendue à ce qu'on le lui déconseillât, à ce qu'on fit des remarques sur cette mésalliance, ou à ce que, du moins, on fortifiât ses propres scrupules. Elle était très peinée : tout le monde voyait-il donc maintenant ce que jusqu'à présent avait été un secret entre elle et son miroir? Elle devint incertaine. Ses scrupules n'en devinrent que plus forts. Évidemment Bonaparte avait pour le moment une véritable position... Mais, au nom du ciel, pourquoi donc se marier? « Trente-trois ans »... et elle songeait à son miroir. Mais les autres objections ne disparaissaient pas. Le jeune homme était fanfaron. Elle écrivit dans une lettre dont nous citerons encore d'autres passages :

« Barras m'affirme que si j'épouse le général, il lui fera obtenir le commandement suprême de l'armée d'Italie. Hier Bonaparte me parla de cette faveur qui n'est pas encore accordée et dont ses camarades commencent à parler, et me dit : « Croyez-vous que j'aie besoin de leur protection pour arriver? Un jour viendra où tous ces gens seront bien heureux que je leur accorde ma protection. » Mon épée est à mon côté et grâce à elle, j'arriverai à beaucoup de choses. » Elle ne voyait pas les yeux de l'homme qui parlait ainsi, ne pouvait pas sentir la formidable volonté d'où jaillissait une telle confiance... Non, toutes ces grandes phrases l'énervaient! Et, elle-même, fort capable de tels excès, ne tolérait pas cette apparente exagération de son amoureux. Oui, il l'énervait très souvent, c'était le mot. Il était ergoteur, et s'il en avait vraiment le droit, il ne manquerait pas d'avoir des exigences incessantes. Il voudrait se mêler à tout et menacerait sa parcelle d'indépendance sociale dont elle ne voulait plus, maintenant, être privée. Et il y avait encore une chose qui la contrariait, bien qu'elle ne parvint pas à la formuler : cela se rapportait à la gaieté et au rire, dont elle avait besoin et qu'elle pratiquait si bien elle-même. Quand ce Bonaparte réussissait à s'arracher à son sérieux et se mettait à rire, on se sentait mal à son aise; ce rire ne libérait, n'égayait pas.

Souvent, la pointe des histoires qu'elle racontait lui échappait, ou bien il riait violemment là où il n'y avait rien de comique. Quand bien des années plus tard, Talleyrand l'appela « l'inamusable », Joséphine accueillit ce mot comme une expression longtemps cherchée.

Mais ses trente-trois ans, ses dettes, l'avenir... Elle voulait garder sa maison, sa voiture, elle désirait des vêtements, sans cesse de nouvelles jolies robes, elle voulait voir beaucoup de gens autour d'elle; elle voulait au moins rester là où elle se trouvait... Et la raison, l'étrange raison disait : « S'il n'y a pas moyen de faire autrement, il faut prendre ce général. »

Joséphine, presque décidée, continua cependant à demander conseil, et dans ses conversations et ses lettres elle continua à

discuter avec elle-même. C'est ainsi qu'elle écrivit à une amie cette lettre dont nous avons déjà cité un passage :

« On veut que je me remarie, ma chère amie. Tous mes amis me le conseillent; ma tante me l'ordonne presque et mes enfants m'en supplient... Vous avez vu chez moi le général Buonaparte. Eh bien, c'est lui qui doit devenir le père des enfants d'Alexandre de Beauharnais et le mari de sa veuve. Vous allez me demander si je l'aime. Mais... non. Si je ressens du dégoût pour lui? Non. Mais je me trouve dans un état de tiédeur qui me déplaît et que les fidèles, dans le domaine de la religion, trouvent le pire de tout. Et comme l'amour est une sorte de culte, on devrait avoir pour lui une autre attitude que la mienne. Voilà pourquoi j'ai besoin de vos conseils qui raffermiraient l'indécision de mon faible caractère. Prendre une décision est toujours apparu comme fatigant à ma nonchalance créole, qui trouve infiniment plus commode de suivre la volonté des autres.

» J'admire le courage du général, ses connaissances très étendues dans tous les domaines, dont il parle également bien, j'admire sa vivacité d'esprit qui lui permet de comprendre les pensées des autres avant qu'elles soient même exprimées. Mais j'avoue que je suis effrayée par la domination qu'il veut exercer sur tout ce qui l'entoure. Son regard investigateur a quelque chose d'étrange qu'on ne peut expliquer et qui inspire le respect même à nos directeurs : jugez d'après cela s'il ne doit pas intimider une femme! Et enfin, ce qui devrait justement me plaire, la violence d'une passion, dont il parle avec une énergie excluant tous les doutes, est au fond ce qui m'a retenu de donner mon consentement, que j'étais déjà sur le point d'accorder.

» Comme j'ai ma première jeunesse derrière moi, puis-je penser conserver pour longtemps cette brutale tendresse qui ressemble chez le général à un accès de folie? Si après notre union il cesse de m'aimer, ne me reprochera-t-il pas ce qu'il a fait pour moi? Ne pensera-t-il pas avec regret à un plus brillant mariage qu'il eût pu faire? Que pourrai-je bien répondre alors? Je pleurerai — un bon moyen direz-vous? Mon Dieu, je sais que cela ne sert à rien, mais c'est la seule issue que j'ai trouvée lorsque quelqu'un a blessé mon pauvre cœur si facile à tourmenter. »

Cette lettre authentique de Joséphine finit par ces mots encore plus typiques : « Sans ce mariage qui me torture, je serai malgré tout très contente; mais aussi longtemps qu'il sera question de cette union, je me tourmenterai... »

Mais la raison de son âge est plus forte que son amour pour la liberté et que toutes ses réserves instinctives vis-à-vis de Bonaparte. Elle aurait certainement préféré Barras, Ouvrard ou un autre homme fortuné. Mais ils ne s'offrirent pas. Et le général, avec ses perspectives d'avenir tant vantées, était peut-être après tout un très bon parti. Si elle se trompait, il n'y aurait pas grand'chose de perdu. Et, Dieu soit loué, elle pouvait redevenir pour l'instant une bonne républicaine et — contrairement à ce que faisaient les gens de son milieu — se contenter d'un mariage civil, aussi facilement dénoué que conclu. Elle dit oui.

CHANGEMENT DE NOM

Le 24 février de l'année 1796, Napoléon Bonaparte avait annoncé ses fiançailles avec la veuve Tascher-de Beauharnais. Le 7 mars, il fut nommé chef suprême de l'armée d'Italie. Deux jours plus tard, à 10 heures du soir, Joséphine fut mariée à Bonaparte par le maire du second arrondissement, que l'on venait de réveiller, dans une salle à peine meublée et éclairée de quelques chandelles. Toute la cérémonie consista à accepter le protocole, à le lire et à signer. La fiancée avait comme témoins Barras et Tallien, et Napoléon Bonaparte, son adjudant, et un nommé Calmelet, homme que Bonaparte et surtout Joséphine chargeaient de toutes sortes d'affaires. Dans ce contrat de mariage Joséphine se rajeunit de

presque cinq ans et Bonaparte ajouta un an et demi à son âge, de sorte que tous deux avaient vingt-huit ans sur l'acte. Napoléon Bonaparte avait d'ailleurs commencé sa carrière en France en falsifiant son âge, grâce à quoi on l'avait admis à l'Ecole Militaire, et depuis, la famille Bonaparte ne savait plus exactement les dates exactes, qu'il s'agisse de date de naissance ou d'années de service. Par exemple, les trois frères, Joseph, Napoléon et Lucien, ont donné à l'occasion de leur mariage la même date de naissance : 1768.

Alors que Bonaparte cherchait à rendre son mariage le plus connu possible, et en faisait même officiellement parvenir la nouvelle au Gouvernement, la froide rapidité de la cérémonie, privée de toute solennité, paraît avoir été selon le goût de Joséphine, qui avait maintenant vi-à-vis de son fiancé la même attitude qu'Alexandre de Beauharnais avait eue avec elle bien des années auparavant. Et le fait que pas un seul membre de la famille Bonaparte — dont l'existence ne lui avait pas encore cassé la tête — ne se soit montré, et qu'aucune lettre n'ait été écrite (bien que Joséphine ait souvent rencontré Lucien dans le monde) ne fit que répondre à ce qu'elle souhaitait : faire le moins de bruit possible sur sa transformation de l'ex-vicomtesse de Beauharnais en M^{me} Bonaparte. D'ailleurs, le général, maintenant devenu son époux, lui avait prouvé très souvent avec ardeur, en s'appuyant sur une masse de dates et de citations de lieux, l'ancienne noblesse de sa famille, mais elle avait beaucoup plus de goût pour l'allure d'un nom que pour la généalogie. Et le nom de Buonaparte, personne, avant les événements de vendémiaire, ne l'avait jamais entendu dans le monde où elle vivait. Quant au nom de Napoléon! Il fallut des années avant qu'elle pût s'habituer à ce nom monstrueux!

Il allait donc falloir partager la maison de la rue Chantereine avec lui; mais il n'allait pas être souvent à Paris au début : dans deux jours il allait rejoindre son armée. Le soir du mariage, il y eut un tout petit dîner, sans grand bruit, uniquement en compagnie des témoins. Barras dut en faire partie, et le cœur trop sensible de Joséphine évita de se laisser envahir par certains souvenirs, tels que celui d'une des fêtes intimes de Barras, qu'encore peu de temps auparavant elle avait présidé pour la dernière fois.

Bonaparte resta deux jours et deux nuits avec Joséphine. On ne sait rien sur ces quarante-huit heures. Dans l'antichambre de la chambre à coucher, où, Bonaparte, le 11 mars, embrassa une dernière fois Joséphine, se trouvait un panneau représentant un aigle portant un éclair dans ses serres (1).

E. A. RHEINHARDT.

(Traduit de l'allemand par André Babelon).

(1) D'un volume sous presse qui paraîtra chez Grasset, à Paris, au début de l'année prochaine.

Conférences Cardinal Mercier

16^e année

ET

Grandes Conférences Littéraires

8^e année

La prochaine conférence sera faite le **mardi 18 décembre**, à **5 heures** (Salle Patria) par

M. XAVIER VALLAT

SUJET :

LA FRANCE A LA CROISÉE DES CHEMINS

Cartes particulières pour cette conférence : 15 francs.

Le mystère de la Sarre

Il y a un mystère de la Sarre. Essayons d'y voir un peu clair.

On sait de quoi il s'agit. Le traité de Versailles ayant prévu le plébiscite qui aura lieu le 13 janvier 1935, la Société des Nations, au nom de laquelle ce territoire est gouverné par une commission, est appelée à y maintenir l'ordre et à assurer la liberté du vote. Les forces dont dispose le président de cette commission, un Anglais, M. Knox, n'étant pas jugées suffisantes pour faire face à toutes les éventualités, on a dû envisager le concours des troupes de police auxiliaires.

Quelles seraient ces troupes? C'est sur ce point que le conflit éclata. La Sarre étant une question internationale, les troupes d'intervention devraient avoir un caractère international. Conformément aux décisions prises à Genève le 14 mars 1925 et le 18 mars 1926, M. Knox avait le droit, en cas de besoin, de faire appel « à des forces militaires stationnées en dehors du territoire », c'est-à-dire à des forces françaises.

Le gouvernement français se déclara prêt à assumer cette responsabilité d'autant plus que le cas prévu par les décisions de Genève s'était produit. La terreur hitlérienne dans la Sarre se développa à tel point que M. Knox lui-même dut saisir par des rapports successifs Genève. Si la France intervenait, elle agissait donc en mandataire de la Société des Nations. Cependant, la presse allemande déclancha une violente campagne contre la France. On l'accusait de méditer un coup de main dans la Sarre et de menacer ainsi la paix.

Il est hors de doute que le mieux serait une intervention ayant un caractère effectivement international. Seulement ni les Anglais, ni les Italiens ne voulaient rien savoir d'une participation de leurs troupes. Sir John Simon affirma le 5 novembre, aux Communes, à la plus grande satisfaction des « isolationnistes » britanniques et de la presse allemande, « qu'il n'a jamais été question d'employer des troupes britanniques » dans la Sarre, et que le gouvernement n'envisageait « rien de ce genre ». Si des incidents surgissaient, les troupes françaises étaient là pour agir en qualité de police internationale avec l'entière approbation du gouvernement de Londres. Mais ce cas semblait être exclu. Le ministre des Affaires étrangères britannique venait justement de recevoir de l'ambassadeur d'Allemagne l'assurance formelle qu'aucune invasion du territoire sarrois n'était envisagée par le Reich. Le 15 novembre, lord Stanhope, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, et M. Eden, lord du Sceau privé, affirmèrent respectivement à la Chambre des lords et aux Communes, au nom du gouvernement, que celui-ci n'envisageait aucune intervention dans la Sarre.

Le gouvernement italien, de son côté, fit montre d'une extrême réserve. Une partie de la presse fasciste allait même jusqu'à proclamer que le conflit de la Sarre n'est pas un conflit européen et qu'il devait « être circonscrit à l'intérieur de ses limites franco-allemandes ».

* * *

Telle était la situation lorsqu'éclata le coup de théâtre de Genève. M. Laval ayant annoncé, à la séance du 5 décembre du conseil de la Société des Nations, que, si un contingent international pouvait être formé pour garantir la liberté de vote dans la Sarre, le gouvernement français accepterait de s'abstenir de toute intervention; M. Eden, premier délégué britannique, et le baron Aloisi, premier délégué italien, acceptèrent d'emblée la proposition française.

Que s'était-il passé? A l'origine de cette volte-face britannique il y avait une manœuvre de vaste envergure. Et d'abord, la suggestion faite par M. Laval était d'inspiration britannique. On a su depuis que la décision avait été prise « en toute indépendance » par le cabinet anglais deux jours avant la déclaration de M. Eden à Genève! Si bien que, lorsque le délégué britannique approuva la proposition de M. Laval à condition que l'Allemagne donnât son consentement, le gouvernement anglais avait déjà exercé à Berlin la pression nécessaire pour être sûr de ce consentement. Ce qui prouve, une fois de plus, que si l'Angleterre le veut, elle se fait aisément écouter à Berlin...

Mieux : entre Londres et Berlin les choses se passaient comme s'il y avait parfaite concordance d'action. M. von Ribbentrop, l'homme de confiance du chancelier Hitler, chargé spécialement de la question du désarmement, s'annonça subitement à Londres, où il rencontra M. Eden et même sir John Simon. A peine rentré à Berlin, il repartit pour Paris. Après avoir essayé de forcer la main au gouvernement français en agissant parmi les milieux d'anciens combattants, l'émissaire du Führer eut tout de même une entrevue avec M. Laval. Et tout à coup la campagne antifrançaise de la presse naziste cessa. L'Allemagne se retourna vers la France.

On s'est demandé alors d'où venait ce soudain apaisement après tant d'agitation. Et on a essayé de l'expliquer par la peur de l'aventure dont aurait été saisi tout à coup le gouvernement allemand, par son désir d'arriver à un accord limitant les armements que le Reich ne serait pas à même de pousser plus loin faute de moyens financiers, et enfin par l'échec qu'auraient subi ses émissaires à Londres et à Rome. Il n'en était rien. La volte-face de l'Allemagne entraînait dans la manœuvre britannique. Il s'agissait bel et bien d'une action concertée et parallèlement développée entre Londres et Berlin. Dans quel but? Toute la question est là.

* * *

On a voulu voir dans la volte-face britannique la preuve que l'Angleterre s'engageait définitivement dans la voie d'une coopération active sur le Continent. Malheureusement, les milieux londoniens s'empressèrent de démentir tous ces espoirs en précisant que cela ne signifiait nullement l'extension des engagements découlant des accords de Locarno auxquels l'Angleterre tient d'autant plus jalousement qu'ils ne l'engagent en rien. L'envoi des troupes britanniques dans la Sarre ne saurait constituer un précédent en faveur d'une immixtion plus active de l'Angleterre dans les questions litigieuses du Continent, pas plus que la participation des troupes britanniques au plébiscite de Silésie, en 1921, n'en avait constitué un.

Si l'impossible devint possible, ce fut pour des motifs d'ordre bien différent. Le geste du gouvernement britannique comportait une contre-partie. Londres profitait de l'occasion pour remettre à peu de frais sur le tapis la question de l'égalité des droits. Du moment que l'Angleterre s'engageait sur le terrain de Genève, suivie par l'Italie, et que l'Allemagne était conciliante et désireuse de se rapprocher de la France, celle-ci pourrait bien se montrer moins intransigeante sur le chapitre de la sécurité et du désarmement. Le *Daily Mail* a formulé ce raisonnement en ces termes précis : « Une fois la France assurée de l'appui anglais, elle n'aurait plus aucun prétexte pour refuser à l'Allemagne les concessions considérables qui, seules, sont de nature à l'apaiser. »

A Londres, on reconnaissait ouvertement qu'il serait nécessaire, pour obtenir le retour du Reich à Genève, de se mettre d'accord sur une formule octroyant l'égalité des armements. Et déjà, on parlait d'une invitation qui serait faite à l'Allemagne par la Grande-Bretagne avec l'approbation de la France.

C'est dans cet esprit que la presse allemande salua l'accord

intervenir, en exprimant sa conviction que l'Angleterre ferait « tout son possible afin d'élargir ce succès », la condition *sine qua non* du retour du Reich à Genève et de toute entente étant une égalité des droits « sans restrictions ».

* * *

D'une façon générale, il s'agissait d'une offensive diplomatique de grand style dirigée contre les positions de la France telles qu'elles ont été consolidées après son rapprochement avec Moscou et le raffermissement de ses alliances grâce à la politique de Louis Barthou. La tendance de Londres était visible de revenir au Pacte à quatre, qu'on croit à tort enterré à jamais. Ce ne fut guère l'effet du hasard que le gouvernement britannique s'unit au gouvernement italien pour appuyer la demande du gouvernement hongrois concernant la discussion immédiate sur l'affaire de Marseille. Dans l'atmosphère de « cordialité » et d'« apaisement » créée par le geste britannique, M. Eden pouvait être sûr qu'il serait facile d'amener M. Laval à se montrer très modéré dans son intervention dans le procès de la Petite-Entente et de la Hongrie. Ce qui ne pouvait que mécontenter les milieux de la Petite-Entente. Or, plus les alliés de la France sont déçus des flottements et de l'indécision de sa politique extérieure, mieux sont servis les buts de tous ceux qui travaillent à l'affaiblissement de ses positions en Europe. Car, à l'encontre de ceux qui, en France, traitent volontiers en quantité négligeable les alliances françaises, les adversaires déclarés ou camouflés de la France y attachent une telle importance, qu'ils font tout pour essayer de les disloquer. Déjà le Pacte à quatre coûta à la France l'amitié de la Pologne. Une nouvelle aventure de ce genre, vers laquelle la pousse visiblement l'Angleterre, pourrait bien coûter à la France l'amitié de ses alliés de la Petite-Entente.

E.-N. DZELEPY.

Michel-Ange et son temps⁽¹⁾

MORT DE JULES II
LE MOÏSE
L'ESCLAVE MOURANT DU LOUVRE

Jules II bravait la mort et faisait des plans politiques comme s'il avait eu encore quelques douzaines d'années à vivre. Il avait acheté Sienne à l'Empereur pour le duc d'Urbin, c'est-à-dire que, Sienne étant fief impérial, Maximilien, en échange d'une certaine somme, avait donné le prétexte nécessaire pour déclarer la guerre. Jules II avait, à sa solde, une armée espagnole prête à entrer en campagne contre Ferrare, puis il chasserait, à nouveau, les Médicis de Florence parce qu'ils s'y comportaient d'une manière trop indépendante, ensuite il ferait nommer un autre doge à Gênes. Tels étaient ses plans au début de l'an 1513. Cependant, depuis Noël 1512 il était alité, mais il y a des natures dont l'énergie vainc la faiblesse physique et transforme la cire en acier. Les derniers actes du pape nous révèlent qu'il était ainsi fait. Peu auparavant, en plein accès de fièvre, affrontant le froid de l'hiver, il

(1) Nous devons à l'obligeance des éditeurs, la Librairie Payot, à Paris, la primeur de ces pages extraites de l'important volume qui paraîtra prochainement sous ce titre.

était accourti à Bologne. Le peuple l'avait vu, avec stupeur, caracolant dans les rues sur un cheval rétif qu'il tenait d'une main ferme. Bien qu'il utilisât leur aide, il ne voulait plus voir les Français en Italie. Que les Barbares, qui toute sa vie l'avaient empêché de réaliser ses plans, s'en allassent ! Il se croyait bien trop nécessaire pour que la mort vînt briser une force toujours avide de nouvelles actions. Cependant, le 21 février 1513, il expira. Il était vraiment mort cette fois, et ne pouvait plus tromper personne.

S'il y avait un homme capable de comprendre l'esprit de Jules II, c'était Michel-Ange. Aussitôt après la mort du pape, qu'il est bien permis d'appeler son vieil ami, il se remit à travailler au monument funéraire. Pendant sa vie Jules II n'avait pas voulu entendre parler, mais dans son testament il demandait que Michel-Ange terminât l'œuvre.

Le 6 mai 1513, un contrat signé entre les héritiers du pape et Michel-Ange modifiait le plan du monument. Le modèle n'existe plus mais nous en avons la description dans le contrat lui-même. Le prix fut fixé à 16,500 ducats. Michel-Ange calcula que les figures de bronze à elles seules, exigeaient 200 quintaux de métal.

Nous le voyons occupé à cette œuvre de 1513 à 1516. Il fit transporter les blocs de marbre de son atelier du Vatican jusqu'au Macel dei Corvi, non loin du Capitole, où il possédait une maison qu'il habita jusqu'à sa mort. Ce déménagement lui offrait, entre autres avantages, celui de pouvoir quitter le quartier malsain du Trastevere pour habiter un des quartiers les plus sains de Rome.

Je crois pouvoir admettre, bien qu'elle soit restée encore quarante ans dans son atelier, qu'il était particulièrement occupé à la statue du Moïse. Cette statue est la transfiguration de toutes les passions violentes qui agitaient l'âme du pape. Sous les traits du plus grand, du plus puissant chef qui ait jamais fait sortir une nation de l'esclavage, nous avons l'image de la personnalité idéale de Jules II.

Celui qui a vu une fois cette statue en garde à jamais le souvenir. Une telle supériorité, une telle conscience de soi-même s'en dégage qu'on a le sentiment que cet homme pourrait disposer des foudres du ciel s'il le voulait mais qu'il se domine, attendant de savoir si les ennemis qu'il veut anéantir oseront l'attaquer.

Le Moïse est le chef-d'œuvre de la sculpture moderne, non seulement au point de vue de l'expression mais encore au point de vue technique; on ne peut guère imaginer une exécution plus parfaite. Qu'a donc voulu faire Michel-Ange en sculptant cette statue ? Il semble qu'elle soit une image de lui-même et de Jules II. Toute la force inconnue qui était en lui, il l'a exprimée dans ces membres et le visage reflète bien la violence démoniaque de Jules II. On comprend qu'Ulrich von Hutten, avec une ironie admirable, ait pu dire de ce pape qu'il avait voulu prendre le ciel d'assaut lorsque là-haut on lui refusait l'entrée.

Nous savons avec certitude que la première année du pontificat de Léon X, Michel-Ange travailla à l'un des deux esclaves destinés au tombeau de Jules II, mais plus tard, lorsque les plans du monument eurent été transformés, ils parurent trop grands et finirent par échouer en France. Michel-Ange les donna à Robert Strozzi, le républicain florentin, exilé en France, qui en fit cadeau à François I^{er}. Le roi les donna à son tour au connétable de Montmorency qui les plaça devant la façade de son château, à Ecouen. C'est de là que le cardinal de Richelieu les fit transporter dans l'un de ses châteaux du Poitou, d'où sa sœur les envoya plus tard à Paris où ils furent vendus aux enchères publiques en 1793 et achetés pour le Musée du Louvre.

Je voudrais parler d'une de ces statues qui contraste avec le *Moïse*, pour que lecteur n'ait pas l'impression qu'en admirant cette œuvre, j'ai épuisé tout ce qu'on peut admirer chez Michel-Ange : la représentation de ce qui est grandiose, surhumain, terrible en

un mot. Peut-être la délicate beauté de cet adolescent mourant est-elle encore plus saisissante que la puissance du *Moïse*.

Dans ces choses, seul le sentiment individuel est décisif. J'avoue que c'est pour moi l'œuvre sculpturale la plus sublime que je connaisse, même quand je songe aux chefs-d'œuvre de l'art antique. Si je me posais la question : « Quelle œuvre de sculpture désignerais-tu d'abord si l'on te demandait quelle est la meilleure ? » je répondrais immédiatement : *L'Esclave mourant* de Michel-Ange.

Seules les meilleures sculptures grecques peuvent lui être comparées. Chez ces dernières on ne trouve pas trace d'affectation, ni le désir de faire voir ce qu'on est capable de créer, elles sont toujours l'expression la plus simple de la nature telle que l'artiste l'a ressentie et on devine bien qu'il l'imité pour sa seule joie. Mais possédons-nous ou connaissons-nous une seule œuvre d'un maître antique qui nous soit aussi proche, qui s'empare de l'âme plus profondément que cette transfiguration du suprême, du dernier combat humain dans un corps d'adolescent ? Instant suprême entre la vie et l'immortalité, frissonnement de l'adieu et de l'arrivée, abandon des membres vigoureux et juvéniles, l'âme s'envolant semble repousser le corps, armure vide et merveilleuse.

L'esclave mourant est attaché à une colonne par un lien passant sur la poitrine et sous l'aisselle, les forces commencent à lui manquer. Il est presque suspendu au lien qui le soutient et qui serre l'épaule vers laquelle se penche la tête. La main de ce côté repose sur la poitrine, l'autre s'élève derrière la tête, le bras forme un oreiller. Les genoux, se pressant l'un contre l'autre, n'offrent plus de soutien, aucun muscle n'est tendu, tout le corps révèle le repos qui annonce la mort.

BANDINELLI
LES MÉDICIS A FLORENCE
LÉON X

L'arrivée au pouvoir des Médicis à Florence et à Rome apporta à Michel-Ange une double tâche. Il lui fallut non seulement en sa qualité d'artiste romain la faveur du pape Léon X, mais encore, en sa qualité de citoyen florentin, celle des nouveaux maîtres de Florence.

Comme artiste il n'avait plus rien à faire à Florence, car il s'était libéré des anciennes commandes non exécutées. Les douze apôtres pour Santa Maria del Fiore avaient été répartis parmi les jeunes artistes qui les sculptèrent au cours des dix années suivantes. Il n'était plus question de la statue colossale pour la place de la Signoria, ni des fresques de la salle du grand conseil. Soderini était en exil, le grand conseil supprimé, la salle où il tenait ses séances dépouillée de son ancienne dignité et intentionnellement rabaissée au rang de corps de garde. Peut-être les piques des soldats sont-elles responsables du fait que la peinture que Léonard venait d'achever commença à se détériorer.

Il me faut ajouter ici quelques mots au sujet des deux célèbres cartons. Il est certain qu'ils ont été détruits et ont disparu après avoir été exposés pendant quelques brèves années pour montrer tout ce dont l'art florentin était capable. Le carton de Léonard se trouvait dans la salle des papes et celui de Michel-Ange dans la salle du grand conseil, toute une génération de jeunes artistes les a copiés et c'est en les dessinant qu'elle a reçu ses premières impressions artistiques. Un de ces jeunes gens est accusé par Vasari du crime d'avoir détruit par méchanceté le carton de Michel-Ange. Vasari précise que cet acte aurait été commis en 1512, au cours de ces journées de troubles où personne n'avait le temps de songer aux œuvres d'art.

Son nom est Bandinelli. Nous le connaissons par la description de Benvenuto Cellini qui s'est donné la peine, dans ses Mémoires, de perpétuer l'insupportable caractère de ce sculpteur. Vasari ne le juge pas mieux. Cependant, ce que tous deux disent de lui

peut fort bien n'être que racontars de contemporains jaloux. Nous possédons toute une série de lettres de Bandinelli; elles suffisent pour nous dévoiler son esprit envieux, perfide, calomniateur et sa stupide vanité. Nous avons en outre encore des œuvres, remarquables surtout par leur manque de goût. Cependant il nous faut lui concéder une qualité : c'était un travailleur infatigable. En outre, nous pouvons l'acquitter du crime dont l'accuse Vasari; même si les autres infamies qu'il lui attribue sont vraies, Bandinelli n'a pas pu détruire le carton de Michel-Ange en 1512.

Vasari nous raconte exactement comment Bandinelli s'était procuré la clé de la salle; comment, en sa qualité de partisan de Léonard, il haïssait et jalousait Michel-Ange et comment la ville jugea cet acte après qu'il l'eut commis. Mais tout ceci est un mensonge.

A cette occasion, Vasari se montre pitoyable. La première édition de son livre ne contenait pas la vie de Bandinelli. Dans la vie de Michel-Ange il se bornait à dire que le carton avait été coupé en morceaux en 1517, alors que Julien de Médicis, duc de Nemours, était à l'agonie, et que personne n'avait eu le temps de s'intéresser à cette œuvre; quant aux différents morceaux, ils auraient fini par se perdre. Lorsque la deuxième édition du livre parut, Bandinelli était mort et Vasari ajouta sa biographie à celle des autres artistes. C'est alors seulement qu'apparaît l'accusation d'avoir profité des troubles de l'an 1512, à Florence, pour se glisser dans la salle du grand conseil et y couper le carton en morceaux. Mais dans sa vie de Michel-Ange, Vasari répète étourdiment l'ancien récit de ce qui s'était passé en 1517.

Cependant deux faits parlent en faveur de Bandinelli : d'abord le silence de Condivi qui nous dit que le carton s'est perdu et qu'on ignore comment. Si Bandinelli avait commis l'acte qu'on lui impute, Condivi (dans ce cas Michel-Ange lui-même) y aurait tout au moins fait allusion. Or, Benvenuto Cellini nous donne la possibilité de prouver le contraire.

Cellini raconte comment il s'est décidé sérieusement en 1513 à rester orfèvre et comment, après avoir pris cette décision, il s'est rendu à Siéne, à Bologne et à Pise pour y travailler, comment, enfin, revenu à Florence, il avait copié les cartons de Léonard et de Michel-Ange. Il faut bien que ceci se soit passé après 1513. Mais si Bandinelli avait commis cet acte en 1517 au lieu de le commettre en 1512, Cellini n'était pas homme à nous le dissimuler car il haïssait à mort Bandinelli et révérait le carton de Michel-Ange comme l'œuvre la plus sublime que l'art eût jamais produite.

* * *

Les Médicis, sous la conduite du cardinal Jean de Médicis, se comportèrent si sagement que leurs ennemis eux-mêmes furent obligés de reconnaître qu'en obéissant à la vieille tradition de la famille, qui consistait en une science parfaite des choses de l'Etat, ils maintenaient l'équilibre. Ils avaient agi en véritables connaisseurs du caractère florentin. La position qui leur avait été accordée lors de leur entrée dans la ville parut bientôt n'être que le résultat des demandes de Cordona auxquelles il fallait se soumettre; la convocation du Parlement et le coup d'Etat semblèrent provoqués par la mésentente du grand conseil; ce qui suivit avait été l'œuvre des libres citoyens.

Les troupes espagnoles emmenèrent cinq cents prisonniers, hommes et femmes, et pillèrent la campagne. C'était une armée effroyable que cette troupe composée de Turcs et du rebut de tous les pays; elle avait extorqué à Florence 150,000 ducats sans compter les sommes versées par Siéne et par Lucques pour se racheter. Mais ce furent les Médicis qui réussirent à obtenir sa retraite alors que les Soderini étaient responsables de leur apparition dans le pays! Le cardinal Jean de Médicis, en sa qualité de légat, n'avait

à donner de bons conseils aux palleschi de Florence, Julien faisait du service dans l'armée et Laurent, le fils de Pierre, pour lequel on avait reconquis la ville, n'avait même pas pris part aux événements. Il se présenta lorsque tout était arrangé et entra dans la ville comme un adolescent ignorant de tout ce qui s'était passé.

Le premier acte des Médicis fut de gracier les citoyens condamnés. On rendit visite aux partisans des Soderini qui vivaient dans une grande inquiétude, on les apaisa en les assurant du plus grand respect et on leur accorda même une protection spéciale. Le bannissement des Soderini revêtit la moins sévère des formes, le gonfalonier ne devait pas quitter Raguse pendant cinq ans, quant aux autres ils s'en tirèrent avec deux ans d'exil. Il s'agissait uniquement de la sûreté de l'État, les Médicis ne songeaient pas à se venger.

En même temps la famille déploie la pompe habituelle. Julien et Laurent fondent deux sociétés de jeunes gens riches dans le but d'organiser des fêtes publiques. La société de Julien s'appelait « la Compagnie du diamant » parce que le diamant avait été le symbole de son père, Laurent le Magnifique, alors que la société de Laurent s'appelait « la Compagnie de la branche » parce que le symbole de Pierre, son père, était une branche. Ces deux sociétés célébrèrent pompeusement le carnaval de 1513. Pendant que Jules II agonisait à Rome, les fêtes de Florence consacraient la nouvelle splendeur des Médicis. C'est l'époque romantique de laquelle Vasari aime tant à parler. Ce fut celle de sa naissance et on lui raconta dans son enfance le rôle pompeux que les artistes jouaient au cours de ces fêtes.

Dès que les Médicis furent de nouveau au pouvoir, les palleschi se séparèrent d'eux.

Il avait été de mode sous Soderini d'être palleschi, plutôt par opposition contre le gonfalonier démocratisant que par attachement à une famille exilée qui ne gouvernait plus depuis vingt ans. Mais cette famille était revenue, Soderini était exilé. Une violence remplaçait l'autre. Les anciens arrabiati qui ne voulaient ni de la démocratie ni des Médicis, mais qui voulaient eux-mêmes former une oligarchie dirigeant les affaires de l'État, commencèrent à cabaler sourdement. Les Capponi, les Albizzi, et les vieux ennemis héréditaires des Médicis, les Pazzi, qui depuis la fuite de Pierre avaient été réhabilités, étaient les chefs de l'opposition. Dès le début ils avaient tenté d'empêcher la convocation du Parlement. Le mécontentement général se manifesta par une conjuration.

Cette conjuration fut découverte; elle entraîna la prison, la torture, des exécutions, le bannissement. Les Médicis se montrèrent tellement impitoyables qu'un des Valori, dont la famille avait été l'une des premières à faire le coup d'État en leur faveur, fut condamné à mort, puis à la prison, à perpétuité, uniquement parce qu'il avait repoussé les propositions des conjurés sans les dénoncer. Parmi ceux qui furent jetés en prison se trouvait Machiavel; privé de son emploi par le départ de Soderini, il appartenait aussi au parti des mécontents. Par bonheur, le cardinal Jean de Médicis fut bientôt élu pape et prit le nom de Léon X. La famille se sentant affermie fit traiter les prisonniers plus humainement et l'amnistie suivit bientôt.

La conjuration avait eu lieu pendant les derniers jours de Jules II. Le 11 mars le cardinal Jean de Médicis devint pape. Il fut élu à l'unanimité des voix et son plus chaud partisan fut le cardinal Soderini, avec lequel il s'était réconcilié. Aussitôt après l'avènement au trône du nouveau pape, le gonfalonier fut rappelé de Ravenne à Rome où il fut amicalement reçu. On n'avait pas vu joie semblable à Rome depuis l'époque des empereurs de l'antiquité; elle ne fut pas moins grande à Florence. Il semblait que l'honneur de cette élection eût apaisé tout ce qu'on avait sur le cœur contre les Médicis.

Hélas! le peuple prenait part à cette joie surtout par intérêt, car chacun espérait s'élever et gagner de l'argent par l'intermédiaire du pape. Une espèce de folie du servilisme s'empara tout à coup des esprits, on arracha partout les vieilles armoiries de la ville, les croix rouges qui symbolisaient la liberté pour les remplacer par les besants des Médicis. La moitié de Florence se hâta de venir à Rome pour baiser dans le Vatican les saints pieds du pape. Léon X déclara d'une façon assez méprisante n'avoir rencontré que deux hommes qui aimassent vraiment la ville et lui eussent recommandé de conserver sa liberté: l'un était un pauvre diable qui avait la réputation d'être fou, l'autre le gonfalonier Soderini, qui termina ses jours à Rome et continua de porter son titre.

Il faut dire que la liberté de la ville paraissait être devenue une chose impossible pour les Florentins car les Médicis reprirent immédiatement les plans qu'avaient déjà caressés les Borgia. Selon leur conception, l'Italie serait partagée maintenant en deux royaumes, celui de Naples qui reviendrait à Julien et un autre comprenant tout le nord de la péninsule qui aurait Florence comme capitale et appartiendrait à Laurent. C'est exactement ainsi qu'Alexandre VI avait espéré partager le pays entre ses deux fils. Léon X, avec la puissance d'un homme préparé depuis sa jeunesse à jouer un grand rôle, suivit la trace de ses prédécesseurs.

Le nouveau maître ressemblait peu au défunt. Léon X avait du goût et de la culture, il aimait la société de gens d'esprit et trouvait une certaine satisfaction aux grandes dépenses, mais il n'eût su, dans les choses de l'art, choisir les grands maîtres comme Jules II et dire: « Michel-Ange seul peut faire cela, Raphaël ceci ». Sa passion était la musique et il gaspillait son temps en toutes sortes de folies et de plaisanteries qui lui étaient indispensables. Habile et sans scrupules, il eut de réels succès politiques, mais ils paraissent pauvres en comparaison des exploits de Jules II. Léon X était gros, il avait un buste puissant et un visage adipeux aux traits grossièrement modelés, ses jambes étaient faibles et ses grands yeux stupides de myope rappelant ceux des grenouilles lui sortaient de la tête, ses lèvres épaisses se serraient l'une contre l'autre comme des poings; qu'on lui compare les yeux profonds et perçants de Jules II, sa bouche énergique aux commissures ciselées, le portrait de Léon X par Raphaël est flatté. Sur les monnaies et les médailles, quand on voit ce visage gras et gonflé et qu'on se représente le pape, de grandes lunettes sur le nez, chantant la première voix au milieu de musiciens flatteurs, transpirant perpétuellement, les doigts couverts de bagues scintillantes, gesticulant avec coquetterie pour montrer ses mains et orgueilleux de leur beauté, riant des plaisanteries de ses compagnons de table, ou donnant audience à un brave gentilhomme allemand, grand voyageur, qui après lui avoir baisé les pieds heurte en se relevant le nez de Sa Sainteté, il nous semble ridicule; il devient repoussant même si nous lisons la description de ses maladies.

Cependant la présence de Raphaël à la cour de Léon X la nimbe d'un charme juvénile; on a l'impression que le triste courant des eaux de la vie s'est transformé en jets d'eau réfléchissant la lumière du soleil. Le portrait du pape par Raphaël, si flatté soit-il, semble alors refléter une réalité plus authentique et le caractère de cet homme nous paraît finalement avoir quelque chose de libre, d'indépendant, de grandiose même. Le « Papa Lionne » était d'une condescendance princière, d'un effet irrésistible sur les inférieurs, il était un diplomate parfait avec les princes. Il ne connaissait pas la lâcheté et dans toutes les situations difficiles il en avait imposé par son sang-froid. Chargé de lire les bulletins, au conclave, il avait bientôt vu qu'il était lui-même le pape élu et avait continué à lire tranquillement, sans que sa voix révélât la moindre émotion. Il connaissait le caractère des hommes, les dirigeait, les utilisait. Sa manière somptueuse de faire de Rome le centre du monde a eu fait qu'obéir aux ordres du pape, Jules de Médicis s'était borné

un tel succès qu'il a réussi — lui qui a peu fait cependant pour les arts plastiques — à accaparer presque complètement la gloire de Jules II et à occuper, dans l'histoire, la place de l'homme dont il faut prononcer le nom quand on parle de la floraison de l'art moderne.

* * *

Si nous appelons bonheur le sentiment exalté du présent uni à l'espoir d'un avenir qui promet l'avantage d'un continuel développement, nous pouvons dire que la famille des Médicis était parfaitement heureuse lorsque, en novembre 1515, Léon X fit son entrée à Florence. Il avait marié son frère Julien, gonfalonier de l'Église, à une princesse française; Laurent, son neveu, était capitaine général de la République florentine, en dépit de toutes les lois, car un indigène ne devait jamais recevoir cette dignité, mais cela ne tracassait guère le pape. Laurent commandait la ville avec la même autorité que s'il eût été duc de Florence; le cardinal Jules de Médicis devint archevêque de la ville et légat de Bologne.

En France, Louis XII était mort; ses armements pour reconquérir la Lombardie profiteront à son successeur, le duc d'Angoulême, qui monte sur le trône, sous le nom de François I^{er}, au début de l'an 1515. Il apparaît bientôt en Italie, à la tête de son armée, et donne à la bataille de Marignan l'exemple de la plus brillante bravoure. Après avoir rendu à nouveau la France maîtresse de la politique italienne, il se fait des amis du pape et des Médicis qui s'étaient d'abord alliés à l'Empereur et s'étaient mis en campagne contre lui. En automne 1515, François I^{er} désirant rencontrer le pape à Bologne, Léon X s'y rend et c'est au cours de ce voyage qu'il revoit, pour la première fois depuis son élévation au trône pontifical, sa ville paternelle. Les citoyens, enthousiasmés par sa visite, abattent les murs pour en faire une nouvelle porte; l'entrée de Léon X à Florence paraît sceller la transformation de l'amour de la liberté en servilité.

C'est alors que Machiavel dédie son livre du *Prince*, paru deux ans plus tôt, au jeune Laurent. Une dédicace, à cette époque, avait beaucoup plus de signification qu'aujourd'hui où elle n'est qu'une simple politesse. Machiavel voyait dans ce prince, dont l'ambassadeur vénitien comparait les dons à ceux de César Borgia, le maître futur et le sauveur de l'Italie. Le livre, bien qu'il paraisse être objectif et avoir une valeur générale, n'a pourtant été écrit que pour Florence, pour le jeune Laurent et aussi pour Machiavel lui-même qui voulait montrer, à tout prix, ses capacités et rentrer au service de l'État. Il n'y réussit cependant pas. Les Médicis estimaient peut-être qu'un homme connaissant si exactement les moyens, les voies et les passions des princes était un observateur trop dangereux pour être placé dans leur entourage.

Léon X, comme l'écrit Michel-Ange à son frère Buonarroti, avait quitté Rome le 11 novembre pour se rendre à Florence. Buonarroti, à son tour, décrit à Michel-Ange, dans une longue lettre, la magnificence de l'entrée du pape dans la ville, entrée dont on fit connaître, officiellement, au monde les splendeurs par un livre spécial.

Douze arcs de triomphe, des temples, des statues, des drapeaux, des fleurs, des tapis attendaient le pape dans les rues de Florence, la ville paraissait être un palais décoré et les citoyens, dans leurs plus somptueux habits, une troupe d'enfants heureux acclamant leur père.

Granaccio avait contribué à ces fêtes en élevant un arc de triomphe, peint en camaïeu, sur lequel il avait placé d'authentiques statues, il avait achevé ce travail qui excita l'admiration et l'étonnement avec l'aide d'Aristotile di San Gallo; Julien et Antoine de Sangallo, eux, avaient dressé devant le palais du gouvernement

un temple aux décors duquel Rosso, Montelupo et Pontormo avaient contribué. La plus belle chose cependant avait été la façade en bois du dôme, peinte de façon à imiter le marbre, que Sansovino avait érigée avec Andrea del Sarto, d'après les dessins de Laurent le Magnifique, qui était grand connaisseur en architecture. Le cortège chatoyant du pape, dans la suite duquel se trouvait Raphaël, se déroula à travers ces splendeurs. C'est à l'occasion de ce voyage que le pape eut, pour la première fois, recours aux services de Michel-Ange.

HERMAN GRIMM.

(Traduit de l'allemand par Jacques Chiffelle-Astier).

VIENNENT DE PARAÎTRE :

Chez Grasset

ANDRÉ MAUROIS

Sentiments et Coutumes.

Volume de 224 pages, 12 francs français.

Chez Spes

MAURICE BRILLANT

Le Village de la Vierge.

Volume de 256 pages, 7,50 francs français.

Chez J. de Gigord

MARGUERITE D'ESCOLA

Noémie la Maladroite.

Collection : Des Livres pour la jeunesse, volume de 192 pages, 6,50 francs français.

CATHOLIQUES BELGES

abonnez-vous à

**La revue catholique
des idées et des faits**

Galeries BOUCKOMS S.A.

47, Boulevard d'Avroy, 47, LIÈGE

TOUS LES TAPIS

vendus les moins chers de toute la Belgique

Importateur direct de tapis d'ORIENT

Pour la gros : 14, place Saint-Jacques, Liège

647

Société Générale de Belgique

Société Anonyme établie à Bruxelles par arrêté royal du 28 août 1822.

Montagne du Parc, 3

Rue Royale, 38

Rue Ravenstein

Adr. télégr. : Générale - Bruxelles.

BRUXELLES

Compte chèques postaux n° 261.

CAPITAL fr. 1.000.000.000.00
RÉSERVE fr. 1.116.933.000.00

FONDS SOCIAL fr. 2.116.933.000.00

CONSEIL DE DIRECTION :

MM. Emile Francqui, Gouverneur;
Alexandre Galopin, Vice-Gouverneur;
Jules Bagage, Directeur-Trésorier;
Gaston Blaise, Directeur;
Auguste Callens, Directeur;
le baron Carton de Wiart, Directeur;
Félicien Cattier, Directeur;
Willy de Munck, Directeur;
Charles Fabri, Directeur;
Henry Le Bœuf, Directeur;
Edgar Sengier, Directeur;
Adolphe Stoclet, Directeur;
Firmin Van Brée, Directeur;
Edouard de Brabander, Directeur honoraire.

COLLEGE DES COMMISSAIRES :

MM. Edmond Solvay;
Léon Eliat;
le baron Adrien de Montpellier de Vedrin;
le baron A. d'Huart;
le baron de Trannoy;
G. Mullie;
Paul Hamoir;
H. Vermeulen.
le comte Patoul.

Le Secrétaire,
M. Camille Lepêche.

TOUTES LES OPERATIONS DE BANQUE

Le service d'agence de la « SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE » est assuré en province par ses Banques patronnées et leurs agences dans plus de 275 villes et localités importantes du pays.

CORRESPONDANTS DANS TOUTES LES VILLES IMPORTANTES DU MONDE

CAISSE GÉNÉRALE de REPORTS et de DÉPÔTS

SOCIÉTÉ ANONYME

Siège social : BRUXELLES, rue des Colonies, 11

Capital : 320,000,000 francs

TOUTES OPERATIONS DE BANQUE - - Dépôts de Titres et de Valeurs - -
Comptes de Chèques et de Quinzaine Lettres de Crédit - - Prêts sur Titres
(taux variable) Coffres-Forts

Bureaux de Quartier :

Rue du Midi, 8, Bruxelles
Rue de l'Autonomie, 2, Anderlecht;
Parvis St-Gilles, St-Gilles;
Square Saintelette, 17, Bruxelles;

Rue des Tongres, 60-62, Etterbeek;
Place Liedts, 18, Schaerbeek;
Rue du Bailly, 79, Izelles.